CITÉ NOUVELLE

REVUE CATHOLIQUE D'ETUDE ET D'ACTION

10 JANVIER 1943

CHRONIQUES

LES LIVRES

EDITIONS PAYS DE FRANCE

VUE BIMENSUELLE N° 45

A nos abonnés et amis

L'accroissement continu de nos charges nous oblige, à notre grand regret, à augmenter le prix de l'abonnement à la Revue.

Nous avons réduit cette majoration au minimum.

Nous espérons que nos abonnés et amis comprendront la décision que nous avons été contraints de prendre et qu'ils nous resteront fidèles.

Voici les nouveaux tarifs appliqués depuis le 1er janvier 1943.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

à " Cité Nouvelle "

France	Un an	180 francs
	Six mois	100 »
	Trois mois (non renouvelable)	50 »
Le numéro		12 »
Etranger (demi-tarif)	Un an	210 francs
	Six mois	110 »
	Trois mois (non renouvelable)	55 »
Le numéro		14 »
Etranger	Un an	255 francs
	Six mois	130 »
	Trois mois (non renouvelable)	65 »
Le numéro		15 »

Administration :

Pour le règlement des abonnements et toutes questions intéressant l'**Administration** de la **Revue**, adresser correspondance, mandats ou chèques postaux au nom de :

M. Lucien KELLER, Maison Saint-Bernard

ISSOUDUN (Indre) - Téléphone 4.52

Chèque Postal Lyon 904.40

DIRECTION-RÉDACTION

" Pays de France ", 2, Rue de l'Eglise, Vichy (Allier)

MESSAGE DE NOEL
DE S. S. LE PAPE PIE XII

Aux fidèles du Christ et à toute la famille humaine

Le Jeudi 24 Décembre à midi, Sa Sainteté Pie XII a daigné adresser au monde entier son message de Noël. Ce message, transmis par la Station de Radio-Vatican, a été retransmis par toutes les Stations du Réseau Radiophonique Italien.

Sa Sainteté a parlé au microphone dans sa bibliothèque privée.

Le saint jour de Noël et la souffrance humaine.

C'est avec une joie et une piété toujours renouvelées, fils très chers de l'univers entier, que nous recevons chaque année, lorsque revient la fête de Noël, le message qu'entendit autrefois la crèche de Bethléem. Telle une lumière au milieu des ténèbres, la parole de Jésus trouve toujours un suave écho dans les cœurs chrétiens, car elle illumine de la splendeur des vérités célestes un monde aveuglé par de tragiques erreurs, elle apporte une joie débordante et toute pleine d'espoir à des hommes accablés d'une profonde et amère tristesse, elle annonce aux fils d'Adam leur libération et leur affranchissement des liens du péché, elle promet enfin la miséricorde, l'amour et la paix à la foule innombrable des souffrants et des affligés, de ceux qui voient leur bonheur anéanti et leurs énergies brisées par l'ouragan de rivalités et de haines qui ravage notre époque.

Et les cloches qui répandent ce message par toute la terre ne rappellent pas seulement le don divin fait à l'humanité à l'origine du christianisme : elles annoncent et proclament une réalité non moins consolante pour nous, une réalité éter-

nellement jeune, vivante et vivifiante, celle de la « lumière véritable, qui éclaire tout homme venant en ce monde » et ne connaît pas de déclin. Le Verbe Eternel, voie, vérité et vie, en naissant dans l'obscurité d'une grotte, a par le fait même anobli et consacré la pauvreté. Il a également inauguré sa mission de Docteur, de Sauveur et de Rédempteur du genre humain, et la doctrine que venait consacrer son exemple continue à renfermer pour nous les paroles de la vie éternelle, les seules capables de résoudre les problèmes les plus angoissants, ces problèmes que n'ont jamais résolus ni ne résoudront jamais des doctrines éphémères, des industries purement humaines, et dont la solution s'impose pourtant plus impérieusement que jamais à une humanité plongée dans l'amertume de la révolte.

Le « Misereor super turbam », dont s'inspira toute la vie du Christ, demeure pour Nous une consigne sacrée et inviolable, qui vaut pour tous les siècles et toutes les situations humaines. A moins de se renier elle-même et de renoncer à sa mission maternelle, l'Eglise doit prêter l'oreille au cri d'angoisse filiale qui monte vers elle de toutes les classes de l'humanité. Sans doute ne prétend-elle exprimer aucune préférence pour telle ou telle solution particulière et concrète qu'un peuple ou un Etat particulier cherche à apporter aux très graves problèmes de sa stabilité intérieure ou de sa politique internationale. Il lui suffit que la loi divine soit respectée. Mais, d'autre part, l'Eglise est « la colonne et le fondement de la vérité » (I Tim. 3, 15). De par la volonté de Dieu et en vertu d'une mission reçue du Christ, elle est la gardienne de l'ordre, naturel et surnaturel. A ce titre, elle est obligée de rappeler bien haut, devant ses fils et en présence de l'univers entier, les principes inébranlables dont doit s'inspirer la vie humaine, et maintenir ces principes à l'abri de toute interprétation fausse ou tendancieuse, de tout obscurcissement, de toute contamination, de toute erreur. C'est qu'en effet la seule observation de ces règles, et non pas les efforts individuels de volontés nobles et généreuses, assurera la solidité dernière de n'importe quel ordre nouveau, national et international.

de cet ordre que tous les peuples réclament avec d'ardentes supplications. Nous savons quel courage et quel esprit de sacrifice animent aujourd'hui tant de nations : Nous connaissons aussi leurs angoisses et leurs souffrances. Et c'est pour tous les peuples sans aucune exception qu'en cette heure d'épreuves et de peines indicibles, Nous ressentons un amour profond, impartial, indéfectible. Nous désirons de toute Notre âme leur apporter tous les encouragements, leur procurer tous les secours qui seront en Notre pouvoir.

Rapports internationaux et ordre intérieur des nations.

Notre dernier message de Noël exposait le point de vue chrétien sur l'établissement d'un ordre international conforme aux exigences divines. Aujourd'hui, certains que nous sommes de l'approbation bienveillante de tous les gens honnêtes, nous voulons Nous occuper, avec un soin tout particulier et non moins d'impartialité, des règles essentielles qui doivent présider à l'ordre intérieur des Etats et des peuples. Rapports internationaux et ordre intérieur sont en dépendance très intime : l'équilibre et l'harmonie entre les Nations dépendent de l'équilibre intérieur, du degré de développement matériel, social et intellectuel auquel sera parvenu chaque Etat particulier. L'expérience a montré qu'il était impossible d'entretenir avec l'extérieur des relations pacifiques à la fois solides et durables s'il n'existe pas, à l'intérieur des frontières, un « front de paix » qui inspire confiance. Il s'ensuit que seule la volonté bien arrêtée d'établir à l'intérieur comme à l'extérieur une paix intégrale permettra de libérer les peuples de la cruelle obsession de la guerre, de rendre plus rares ou même de supprimer graduellement les causes matérielles et psychologiques de nouveaux conflits et de nouveaux bouleversements.

DEUX CONDITIONS DE LA PAIX SOCIALE

Toute vie sociale digne de ce nom, de même qu'elle est née d'une volonté de paix, doit se proposer la paix comme but suprême, autrement dit cette « tranquillité dans l'ordre »

où St. Thomas voit comme l'essence de la paix (IIa, IIae, q. 29 a. I ad I). La vie sociale dépend donc de deux conditions primordiales : vie commune dans l'ordre, vie commune dans la tranquillité.

1) La vie commune dans l'ordre

L'ordre, fondement de la vie sociale, d'une vie menée par des êtres doués d'intelligence et de sens moral et qui aspirent à réaliser une fin conforme à leur nature, ne saurait être une pure juxtaposition d'éléments numériquement distincts : il est plutôt, et surtout doit être une tendance à la réalisation toujours plus parfaite d'une unité intérieure, sans que disparaissent pour autant des différences justifiées, sanctionnées par la volonté du Créateur ou par des normes surnaturelles.

Une claire intelligence des fondements authentiques de toute vie sociale s'impose aujourd'hui plus que jamais, à une époque où l'humanité, intoxiquée par la virulence des erreurs et des égarements sociaux, en proie à une fièvre de désirs, de projets, de doctrines contradictoires, se débat anxieusement au sein d'un désordre qu'elle-même a provoqué, et constate à ses dépens la force destructrice des fausses doctrines sociales qui font abstraction des lois de Dieu ou même les contredisent. Et puisque l'anarchie ne peut disparaître que devant un ordre de choses librement accepté et conforme aux exigences de la nature — (de même que les ténèbres, avec leur cortège d'incertitudes et de terreurs, ne peuvent être chassées que par la pleine lumière, et non par des feux follets) —, le salut, le renouveau et une amélioration progressive de la société ne peuvent être espérés et rendus possibles que par le retour d'élites nombreuses et influentes à une juste conception de la vie sociale. Un pareil retour exige, de la part de Dieu, une grâce exceptionnelle, et, de la part des hommes de bien qui contemplent de loin cet idéal, une volonté inébranlable, constamment décidée au sacrifice. Peu à peu, de ces élites plus influentes et plus capables d'estimer exactement tout ce qu'une juste conception de la vie sociale renferme d'attirante beauté, pénétrera dans les masses elles-mêmes la foi dans la valeur,

dans l'origine spirituelle et divine de la vie sociale. C'est ainsi que s'aplanira la voie qui conduit au réveil, à l'approfondissement et à la consolidation de ces principes moraux sans lesquels les plus orgueilleuses réalisations ne représenteront jamais qu'une Babel dont les habitants, même s'ils vivent entre les mêmes murs, parlent des langues diverses et contradictoires.

Dieu, Cause suprême et Fondement premier de la vie individuelle et sociale.

De la vie individuelle et sociale il convient de remonter à Dieu, sa Cause Suprême, son Fondement Premier, puisqu'il a créé la première société conjugale, source de la famille et des communautés ethniques ou nationales. La vie sociale reflète vraiment quoique imparfaitement son exemplaire, le Dieu Un en trois personnes, qui par le mystère de son Incarnation a racheté et relevé la nature humaine. Elle possède donc — la raison et la révélation nous l'apprennent — un idéal et une fin d'une portée morale et d'une valeur absolues, et qui demeurent, au-dessus de toutes ses transformations historiques. Elle possède aussi une puissance d'attraction, qui, loin d'être diminuée par les déceptions, erreurs ou échecs, entraîne irrésistiblement les esprits les plus nobles et les plus fidèles au Seigneur, à reprendre avec une énergie accrue, une expérience nouvelle, des connaissances, des moyens et des méthodes mieux adaptés, ce qu'en d'autres temps et circonstances on avait tenté en vain.

La raison d'être de la société, sa fin essentielle, c'est de conserver, développer et perfectionner la personne humaine, en l'aidant à réaliser aussi parfaitement que possible les principes et l'idéal religieux et culturel assignés par le Créateur à chaque homme en particulier et à toute l'humanité dans son ensemble et dans ses ramifications naturelles.

Toute doctrine ou construction sociale qui nie cette connexion de l'humain avec Dieu ou qui en fait abstraction, s'engage dans la voie de l'erreur. D'une main elle construit, mais de l'autre elle prépare les forces de désagrégation qui tôt

ou tard se retourneront contre elle. Lorsque, méconnaissant le respect dû à la personne et à son activité, elle ne lui fait aucune place dans ses institutions et ses fonctions législatives ou exécutives, loin de servir la société elle en sape les bases ; loin d'animer ou de réaliser l'aspiration commune, elle lui ôte toute valeur propre pour la réduire en formules de propagande qui rencontreront dans une masse toujours plus nombreuse une répulsion nette et résolue.

Si la vie sociale comporte l'unité, elle ne supprime pas pour autant les différences naturelles. Mais, si l'on pose comme fondement Dieu, suprême régulateur de tout l'humain, ressemblances et différences entre les hommes se situent à leur place dans un ordre absolu d'êtres et de valeurs, ordre moral par conséquent. Si au contraire l'on supprime ce fondement, aussitôt, entre les divers domaines de l'activité humaine, s'ouvrent de dangereuses fissures ; leurs caractères, leurs limites, leurs valeurs respectives se confondent ; des influences tout empiriques, souvent même des impulsions aveugles décident, à la mode du jour, laquelle de ces formes d'activité prendra le pas sur les autres.

Ainsi, pendant ces dernières décades, toute la vie de la cité s'ordonnait au profit. Maintenant, une autre idéologie règne, qui envisage toutes choses et toutes personnes du seul point de vue politique, à l'exclusion de toute considération morale et religieuse. Déviation fatale, lourde de conséquences imprévisibles pour la vie sociale, qui n'est jamais plus près de perdre ses plus nobles prérogatives que lorsqu'elle croit pouvoir oublier ou renier la source éternelle de sa dignité : Dieu.

La raison, éclairée par la foi, attribue aux personnes et aux sociétés particulières une place déterminée et noble ; elle sait — pour nous en tenir au plus important — que toute l'activité de l'Etat, politique ou économique, doit s'ordonner à la réalisation durable du bien commun, c'est-à-dire de ces conditions extérieures nécessaires à l'ensemble des citoyens pour le développement de leurs qualités et de leurs aptitudes, de leur vie matérielle, intellectuelle et religieuse ; mais cela, dans la mesure seulement où, d'une part, la famille et les

autres organismes auxquels la nature a d'abord confié cette charge, n'y suffisent pas, et d'autre part, où la personne humaine, pour la réalisation de ses fins religieuses, n'aurait pas déjà à son service l'Eglise, cette autre société universelle, établie par la volonté salvifique de Dieu.

Dans une construction sociale pénétrée et commandée par la pensée religieuse, la fonction économique et toutes les autres fonctions de la culture humaine constituent, par leur riche variété et leur harmonieuse coordination, comme un vaste chantier où les hommes, égaux par leur âme et divers par leur rôle, voient leurs droits respectés et trouvent leur plein accomplissement ; sinon, le travail sera déprécié et l'ouvrier avili.

L'organisation juridique de la société et ses fins.

Pour que la vie sociale, telle qu'elle est voulue par Dieu, puisse atteindre son but, elle a besoin d'une organisation juridique qui lui serve d'appui extérieur, de rempart et de protection. Organisation dont le rôle n'est pas de dominer, mais de servir le développement et le progrès vivant du groupe social avec toute la richesse de ses fins diverses ; et cela, en secondant le concours pacifique de toutes les énergies individuelles et, par des moyens appropriés et honnêtes, en défendant ces énergies contre tout ce qui contrarierait leur complet développement.

Pour garantir l'équilibre, la sécurité et l'harmonie dans la société, cette organisation jouit également d'une puissance de coercition à l'égard de ceux que d'autres moyens ne suffisent pas à maintenir dans les bornes de la discipline du groupe. Mais dans le juste exercice de ce droit, une autorité digne de ce nom ne perdra jamais la conscience angoissante de sa responsabilité devant le Juge éternel, au tribunal de qui toute sentence injuste et plus encore tout rejet des normes voulues par lui, sera inexorablement condamné.

Les principes premiers, décisifs, fondamentaux, de la société demeurent au-dessus des entreprises de l'intelligence humaine. On pourra les nier, les mépriser, les transgresser ;

jamais les abroger par un acte de droit efficace. Les conditions de la vie se transforment avec le temps, sans doute ; mais il n'y a jamais différence absolue ni discontinuité complète entre le droit d'hier et celui d'aujourd'hui, entre la disparition des constitutions et des pouvoirs anciens et l'apparition d'institutions nouvelles.

En tout cas, quels qu'aient été les changements ou les transformations, la fin de toute vie sociale demeure identique, sacrée, obligatoire : le développement des valeurs personnelles de l'homme, image de Dieu. L'obligation demeure, pour chaque membre de la famille humaine, d'accomplir son immuable destinée, quel que soit le législateur à l'autorité duquel il obéit. Par conséquent, tout homme conserve le droit inaliénable, qu'aucune opposition ne peut détruire, et qui doit être reconnu par ses amis et par ses ennemis, à une organisation juridique qui dans ses principes et son activité demeure pénétrée de la pensée que sa seule raison d'être, c'est de servir le bien commun.

A l'organisation juridique également incombe la tâche très haute, mais très ardue, d'assurer les rapports harmonieux entre les individus, entre les groupes sociaux et à l'intérieur de ces groupes. Elle y parviendra, pourvu que les législateurs se gardent de certaines maximes funestes à la communauté et à sa cohésion interne, maximes qui tirent leur origine d'une série de postulats erronés.

Parmi ces postulats, il faut compter celui du positivisme juridique, qui confère une fausse majesté aux lois positives purement humaines, frayant la voie à un discrédit dangereux de la loi de la conscience morale. Il faut compter aussi une théorie qui revendique pour telle nation, telle race, telle classe, l' « instinct juridique », impératif suprême et norme sans appel. Il faut compter enfin ces systèmes différents d'allures et fondés sur des principes opposés, mais qui s'accordent à considérer l'Etat ou une oligarchie qui le représente comme une autorité absolue et suprême, au-dessus de tout contrôle et de toute critique, même quand ses maximes et leurs appli-

cations aboutissent à nier les données fondamentales de la conscience humaine et chrétienne.

Que l'on considère loyalement et attentivement la connexion vitale entre un véritable ordre social et une véritable organisation juridique ; qu'on se rappelle que pour l'unification intime de la diversité sociale, il faut que prédominent les forces spirituelles, que l'on respecte la dignité humaine, en soi et chez les autres, qu'on aime la société et les fins que Dieu lui a assignées, et l'on ne s'étonnera plus alors de voir le triste aboutissement de ces systèmes juridiques qui ont quitté la voie royale de la vérité pour s'avancer sur le terrain mouvant des postulats matérialistes. Au contraire, on comprendra qu'il est nécessaire et urgent de revenir à une vue du monde spirituelle et morale, sérieuse et profonde, chaude de sentiments véritablement humains, et illuminée des splendeurs de la foi chrétienne, qui nous montre, dans l'organisation juridique, le reflet apparent de la structure sociale voulue par Dieu, beau fruit de l'intelligence humaine qui est elle-même image de l'esprit de Dieu.

Cette conception organique, seule vivante, et dans laquelle s'harmonisent le plus noble humanisme et le plus authentique esprit chrétien, se résume dans la formule lapidaire de l'Ecriture, brillamment commentée par saint Thomas : « Opus justitiae pax » (IIa IIae, q. 29, a. 3). Elle s'applique à toute la vie sociale, à son aspect intérieur comme à son aspect extérieur. Elle repousse le contraste et le dilemme : amour *ou* droit ; elle proclame la synthèse féconde : amour *et* droit.

Amour et droit : double reflet du même esprit de Dieu. Les deux termes résument l'aspiration et garantissent la dignité de l'esprit humain. Ils s'exigent l'un l'autre, coopèrent, s'animent, se soutiennent, préparent de concert les voies de la concorde et de la paix, le droit ouvrant la route à l'amour, l'amour tempérant la rigueur du droit et lui donnant tout son sens. De concert, ils entretiennent la vie de l'homme dans cette atmosphère sociale qui, malgré les déficiences, les échecs, les épreuves de cette terre, permet une fraternelle communauté.

Mais que les pernicieuses idées matérialistes viennent à prendre le dessus ; que l'ambition du pouvoir, et du pouvoir sans contrôle, leur donne la direction des événements, alors on verra de jour en jour davantage s'affirmer leur force de désagrégation et disparaître la justice et l'amour : prélude aux catastrophes imminentes pour une société qui a renié Dieu.

2) Vie en commun dans la tranquillité

Le second élément fondamental de la paix, celui vers lequel tend presque instinctivement toute société humaine, c'est la tranquillité. Bienheureuse tranquillité, qui n'a rien de commun avec un fixisme dur et obstiné, tenace et puérilement attaché à soi-même ; rien de commun non plus avec certaine répugnance, fille de l'ignorance et de l'égoïsme, à appliquer l'esprit aux problèmes que posent l'évolution et la montée des générations nouvelles, avec leurs progrès et leurs besoins nouveaux.

Car un chrétien, conscient de sa responsabilité même envers le plus petit d'entre ses frères, ne peut se résoudre à une tranquillité paresseuse. Loin de se dérober, il agira, luttera contre l'inertie, dans cette grande bataille spirituelle dont le but est de construire la société, ou plutôt de lui donner une âme.

Accord de la tranquillité et de l'activité.

Aux yeux de qui a compris la convenance et la nécessité d'un substrat spirituel pour la société, et la noblesse de son idéal, la tranquillité, telle que l'entend saint Thomas, loin de s'opposer à une activité intense, se fond harmonieusement avec elle. A vous surtout, jeunes gens, si portés à tourner le dos au passé et à diriger vers l'avenir un regard chargé de désirs et d'espoirs, nous dirons, mus par Notre amour et Notre sollicitude paternelle : l'exubérance et l'audace ne suffisent pas : il faut qu'elles soient mises au service du bien et d'un drapeau sans tache. Vaine est l'agitation, la fatigue qui ne se repose pas en Dieu et sous sa loi éternelle. Il faut qu'une

certitude vous anime : la certitude de combattre pour la vérité, de lui vouer votre estime, vos énergies, vos aspirations, vos sacrifices ; la certitude de combattre pour les lois éternelles de Dieu, pour la dignité de la personne humaine et la réalisation de ses fins. Là où, hommes mûrs et jeunes gens, à l'image de la vivante et éternelle tranquillité de Dieu, coordonnent, dans un authentique esprit chrétien, la diversité des caractères et des activités, là où les forces d'évolution s'accommodent aux forces modératrices, l'écart naturel entre les générations ne deviendra jamais un péril, mais favorisera beaucoup, à travers les changements des conditions de la vie, d'une époque à l'autre, le jeu des lois éternelles de Dieu.

Le monde ouvrier.

Il est un domaine de la vie sociale où, après un siècle des plus âpres conflits, on voit régner aujourd'hui un calme au moins apparent ; et nous voulons parler de ce monde, toujours plus étendu, du travail, de cette immense armée des ouvriers, des salariés, des « dépendants ». Si l'on prend comme une donnée de fait la situation présente, avec les nécessités de la guerre, on pourra dire que cette tranquillité est une exigence nécessaire et fondée, mais si on l'envisage du point de vue de la justice, cette tranquillité restera pure apparence tant que le but — un mouvement ouvrier réglé et légitime — ne sera pas atteint.

Toujours mue par des motifs religieux, l'Eglise a condamné les divers systèmes du socialisme marxiste. Elle maintient toujours cette condamnation, car c'est son devoir et son droit permanent de préserver les hommes des courants d'influences qui mettent en danger leur salut éternel. Mais elle ne peut ni ignorer, ni refuser de voir que l'ouvrier, dans son effort pour améliorer sa condition, se heurte à un système social qui, loin d'être conforme à la nature, s'oppose à l'ordre établi par Dieu et à la fin qu'Il a assignée aux biens de la terre. Aussi, tout en constatant que certains efforts d'amélioration, ayant fait fausse route, sont périlleux et condamnables, quel homme, et surtout quel prêtre et quel chrétien

pourrait demeurer sourd au cri parti du plus profond de la masse, qui dans le monde d'un Dieu juste appelle la justice et la fraternité ? Pareille attitude serait coupable, injustifiable devant Dieu, contraire à la parole inspirée de l'Apôtre qui, tout en proclamant la nécessité de s'opposer résolument à l'erreur, sait aussi qu'il faut être plein d'égards pour ceux qui se trompent et demeurer accueillant à leurs aspirations, à leurs espérances et aux motifs qui les animent.

Dieu, en bénissant nos premiers parents, leur a dit : « Croissez et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la » (Gen. I, 28). Et plus tard, au premier chef de famille il a dit encore : « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front » (Gen. III, 19). La dignité de la personne humaine exige donc normalement comme fondement naturel de la vie, le droit à l'usage des biens de la terre, auquel répond l'obligation fondamentale d'assurer à tous les hommes, autant que possible, la propriété privée. Les normes juridiques positives, qui règlent la propriété privée, peuvent changer et en restreindre plus ou moins le libre usage ; mais si elles veulent contribuer à la pacification de la communauté, elles devront empêcher que l'ouvrier qui est, ou doit devenir père de famille, soit condamné à une dépendance, à une servitude économique inconciliable avec ses droits de personne.

Que cette servitude dérive de la dictature du capital privé ou de la puissance de l'Etat, l'effet en est le même ; bien plus, quand un Etat prétend dominer et régler vie publique et vie privée, étendant son domaine jusqu'aux croyances et aux consciences, ce manque de liberté peut avoir des conséquences plus graves encore : les faits en font foi.

CINQ POINTS FONDAMENTAUX POUR L'ORDRE ET LA PACIFICATION DE LA SOCIÉTÉ

Si l'on juge à la lumière de la raison et de la foi ces fondements et ces fins de la vie en société que nous venons d'exposer, si l'on contemple leur pureté, leur élévation morale et leurs effets bienfaisants dans tous les domaines, on se ral-

liera du coup à ces puissants principes d'ordre et de paix. Principes, que des énergies tendues vers un grand idéal et résolues à renverser tous les obstacles pourraient donner pour règle, ou mieux, rendre à un monde en complet désarroi, après avoir abattu les barrières intellectuelles et juridiques dressées par les préjugés, les erreurs, l'indifférence et par une laïcisation prolongée de la pensée, du sentiment, de l'action qui a soustrait la cité terrestre à la lumière et à l'influence de la Cité de Dieu.

Aujourd'hui plus que jamais, c'est l'heure de réparer ; c'est l'heure de réveiller la conscience du monde du lourd sommeil où l'a plongée le poison des idées fausses largement diffusées. Et cela d'autant plus qu'en ce temps de désarroi matériel et moral, ceux qui aux jours dits « heureux », bien loin de voir dans l'absence de tout lien avec l'éternel le vice radical de tous leurs plans, n'avaient conscience, ni pour eux-mêmes ni pour la société, de cette absence, ceux-là reviennent de leur illusion et reconnaissent la fragilité et l'inconsistance de toute construction purement humaine.

Ce qui naguère apparaissait clairement au chrétien à la foi vive, souffrant de l'ignorance des autres, maintenant, dans l'effroyable bouleversement qui revêt la solennité d'un jugement général, apparaît plus clairement encore aux tièdes, aux indifférents, aux esprits superficiels. Ce qui se manifeste tragiquement en des péripéties nouvelles, c'est la même vieille vérité qui, de siècle en siècle, de génération en génération, gronde dans la parole du Prophète : « Omnes qui Te derelinquunt confundentur : recendentes a Te in terra scribentur : quoniam derelinquunt venam aquarum viventium, Dominum » (Jér. 17, 13) (1).

L'heure cependant n'est pas aux lamentations mais aux actes. Au lieu de pleurer sur ce qui a été ou sur ce qui est, la consigne est de reconstruire ce qui sera et qui, pour le bien de la société, doit être. Saisis de l'enthousiasme des Croisades,

---

(1) Tous ceux qui t'abandonnent seront confondus ; ceux qui se détournent de Toi seront inscrits sur la terre, car ils ont abandonné la source des eaux vives, le Seigneur.

que les meilleurs de la Chrétienté s'unissent dans un même esprit de vérité, de justice et d'amour, au cri de : Dieu le veut ! prêts à servir et à se sacrifier comme les croisés d'autrefois. Il s'agissait alors de libérer la Terre sanctifiée par la vie du Verbe Incarné : aujourd'hui il s'agit, si Nous pouvons Nous exprimer ainsi, d'une nouvelle croisière sur la mer des erreurs du temps présent, pour aller délivrer la terre sainte de l'esprit, celle qui portera les principes et les lois immuables de constructions sociales d'une solidité intérieure à toute épreuve.

Pour atteindre un but aussi élevé, près de la crèche du Prince de la paix, et confiant que sa grâce se répandra dans tous les cœurs, Nous Nous adressons : à vous, Fils bien-aimés, qui reconnaissez et adorez en Jésus-Christ votre Sauveur ; à tous ceux qui Nous sont unis au moins par le lien spirituel de la foi ; à tous ceux enfin qui, pour sortir du doute et de l'erreur, attendent lumière et guide ; et nous vous exhortons et conjurons avec une paternelle insistance, non seulement de comprendre intimement la gravité terrible des circonstances présentes, mais aussi de songer à la possibilité d'une bienfaisante aurore surnaturelle, et de vous unir, et de travailler en commun pour le renouvellement de la société en esprit et en vérité.

Le but essentiel de cette croisade nécessaire et sainte, c'est que l'étoile de la paix, l'étoile de Bethléem se lève à nouveau sur l'humanité, éclatante, heureuse, pacifiante comme la promesse et le prélude d'un avenir meilleur et plus fécond.

Certes, la route qui va de l'obscurité à l'aube radieuse sera longue ; mais ce sont les premiers pas qui comptent, les cinq premières étapes, définies, pour ainsi parler, dans les cinq formules que voici :

1) *Dignité et droits de la personne humaine.*

Voulez-vous que l'étoile de la paix se lève et s'arrête sur la société ? De tout votre pouvoir, travaillez à rendre à la personne humaine la dignité dont Dieu l'a gratifiée dès l'origine ; ne permettez pas qu'on amplifie le groupement humain au point d'en faire une masse sans âme ; portez remède

au désarroi économique, social, politique, intellectuel et moral, à l'absence de principes solides et de fortes convictions, à la surexcitation et au caprice des sensibilités et des instincts. Par tous les moyens permis, favorisez dans tous les domaines de l'activité, les formes sociales qui permettent et garantissent l'entière responsabilité personnelle dans l'ordre temporel comme dans l'ordre éternel.

Faites qu'on respecte dans la pratique ces droits fondamentaux de la personne : droits à la conservation et au développement de la vie corporelle, intellectuelle et morale, et en particulier droit à une formation et à une éducation religieuse ; droit au culte de Dieu privé et public, y compris la bienfaisance religieuse ; droit au mariage surtout, et à la réalisation de sa fin : la société conjugale et familiale ; droit au travail comme à l'indispensable soutien de la vie de famille ; droit au libre choix d'un état de vie, y compris l'état sacerdotal ou religieux ; droit à l'usage des biens matériels dans les limites du devoir et des obligations sociales.

2) *Défense de l'unité sociale et particulièrement de la famille.*

Voulez-vous que l'étoile de la paix se lève et s'arrête sur la société ? Rejetez toutes les formes du matérialisme qui, ne voyant dans le peuple qu'un troupeau d'individus distincts sans consistance intérieure, le considère le sujet d'un pouvoir absolu.

Cherchez à concevoir la société comme un organisme que la Providence a fait venir à sa maturité ; organisme un, qui, dans les limites à lui assignées et selon ses qualités propres, tend, par la collaboration des diverses classes et professions, aux fins éternelles et toujours nouvelles de la culture et de la religion.

Défendez l'indissolubilité du mariage ; donnez à la famille cellule nécessaire de la nation, l'espace, l'air et la lumière, pour qu'elle puisse se vouer à sa mission : propager la vie ; éduquer les enfants dans un esprit conforme à ses propres convictions religieuses. Maintenez, affermissez ou reconstituez selon vos forces, son unité économique, spirituelle, mo-

rale et juridique ; faites en sorte que les domestiques aussi aient part aux biens matériels et spirituels de la famille. Occupez-vous de procurer à chaque famille un foyer qui lui permette, dans la santé matérielle et morale, de montrer sa vigueur et sa valeur.

Veillez à ce que chantiers, usines, ne soient pas si éloignés de l'habitation du travailleur, que le chef de famille, l'éducateur des enfants, devienne presque étranger à sa propre maison.

Veillez surtout à faire renaître entre les écoles publiques et la famille ce lien de confiance et d'entr'aide qui, après avoir autrefois produit des résultats si heureux, a fait place aujourd'hui à la méfiance, là où l'école, sous l'influence ou la contrainte de l'esprit matérialiste, empoisonne et détruit ce que les parents avaient déposé dans l'âme des enfants.

3) *Dignité et prérogatives du travail.*

Voulez-vous que l'étoile de la paix se lève et s'arrête sur la société ? Mettez le travail à la place que Dieu lui a assignée dès l'origine. Moyen indispensable pour établir la domination de l'homme sur la terre, voulu par Dieu pour sa gloire, tout travail possède une dignité inaliénable, en même temps qu'il est étroitement lié au perfectionnement de la personne. Dignité, noblesse du travail, nullement avilies par la peine et la fatigue, effets du péché originel, qui doivent être supportées en esprit d'obéissance et de soumission à la volonté de Dieu.

Ceux qui connaissent les grandes Encycliques de Nos Prédécesseurs, et Nos précédents Messages, n'ignorent pas que l'Eglise n'hésite nullement à tirer de la noblesse morale du travail toutes ces conséquences pratiques et à les appuyer de toute son autorité. Ces conséquences comprennent, outre un juste salaire qui suffise aux besoins de l'ouvrier et de sa famille, la conservation et le perfectionnement d'une organisation sociale qui assure une propriété privée, fût-elle modeste, à toutes les classes de la population, qui favorise l'éducation supérieure aux enfants des classes ouvrières mieux

doués d'intelligence et de bonne volonté, qui ait soin de promouvoir les activités pratiques favorables à l'esprit social, dans le quartier, le village, la province, le peuple et la nation ; qui, atténuant les conflits d'intérêts et de classes, ne laisse pas aux ouvriers l'impression d'être mis en marge de la société, mais leur donne l'expérience réconfortante d'une solidarité vraiment humaine, chrétiennement fraternelle.

Les réformes sociales seront plus ou moins avancées et parfaites dans chaque nation, selon sa puissance économique. C'est seulement par un échange intelligent et généreux des ressources entre puissants et faibles que l'on parviendra à une pacification générale qui ne laisse plus subsister aucun foyer de discorde ou de haine susceptible de donner naissance à de nouveaux malheurs.

Des signes clairs permettent de penser que dans la fermentation de tous les préjugés et de tous les sentiments de haine, conséquences tristes et inévitables de cette psychose aiguë de la guerre, la conscience qu'ont les peuples de leur intime et mutuelle solidarité dans le bien comme dans le mal, loin de s'atténuer devient plus vive et plus agissante. N'est-ce pas un fait, que des penseurs profonds voient de mieux en mieux que la voie du salut, c'est que toutes les nations renoncent à un isolement égoïste, et qu'ils sont tout prêts de demander à leur patrie une lourde part des sacrifices que réclame la pacification sociale en d'autres nations ? Puisse ce message de Noël, adressé à tous ceux qu'animent une bonne volonté et un cœur généreux, encourager et accroître dans tous les peuples les bataillons de la croisade sociale ! Et que Dieu veuille accorder à leurs pacifiques étendards la victoire que mérite une si noble entreprise.

4) « *Réintégration* » *de l'organisation juridique dans l'ordre moral et religieux.*

Voulez-vous que l'étoile de la paix se lève et s'arrête sur la vie sociale ? Collaborez à une profonde réintégration de l'organisation juridique dans l'ordre moral et religieux.

A l'heure actuelle, le sens juridique subit de fréquentes

et graves atteintes, du fait des affirmations et réalisations d'un positivisme et d'un pragmatisme servilement enchaînés au service de certains groupements, de certaines classes, de certains mouvements dont les programmes fixent la voie à la législation et à la pratique judiciaire.

Pour remédier à cette situation il faut remettre en valeur cette idée que le fondement de l'ordre juridique, c'est le domaine souverain de Dieu, que l'ordre juridique échappe à l'arbitraire des hommes ; que sa puissance de protection et de répression s'étend jusqu'aux imprescriptibles droits de l'homme et les défend contre les atteintes de n'importe quel pouvoir humain.

D'une organisation juridique voulue de Dieu, découle pour l'homme le droit inaliénable à la sécurité juridique, et par conséquent, à un « domaine de droit » bien défini, protégé contre toute atteinte arbitraire.

Les relations de l'homme avec l'homme ; de l'individu avec la société, l'autorité, les obligations civiques ; les relations de la société et de l'autorité avec les individus, doivent être assises sur une base juridique nettement précisée et confiées, au besoin, à la sauvegarde du pouvoir judiciaire. Cela suppose :

a) un tribunal et un juge qui suivent les directives d'un droit clairement formulé et déterminé ;

b) des principes juridiques clairs, qui ne puissent être renversés par des appels abusifs à un prétendu sentiment populaire, et cela pour des motifs purement utilitaires ;

c) la reconnaissance de ce principe, que même l'Etat, les fonctionnaires et les organisations qui dépendent de lui sont tenus à la réparation et au retrait des mesures lésant la liberté, la propriété, l'honneur, la condition et la santé des individus.

5) *Une conception chrétienne de l'Etat.*

Voulez-vous que l'étoile de la paix se lève et s'arrête sur la société humaine ? Collaborez à la mise au point d'une conception et d'une réalisation d'un Etat, fondées sur une disci-

pline raisonnable, un noble humanisme, et le sens de la responsabilité chrétienne.

Contribuez à ramener l'Etat et son pouvoir au service de la société, au respect sans réserve de la personne humaine et des activités qui lui permettent d'atteindre ses fins éternelles.

Travaillez à dissiper les erreurs qui soustraient l'Etat et son pouvoir au domaine de la moralité ; qui les dégagent du lien tout moral les unissant à la vie des individus et des sociétés, et les mène à renier ou à ignorer pratiquement la dépendance essentielle qui les relie à la volonté du Créateur.

Tâchez de promouvoir la diffusion et la reconnaissance de la vérité qui enseigne que, même dans le domaine temporel, ce qui donne au « régner » son sens profond, sa vraie moralité et sa légitimité suprême, c'est le « servir ».

Réflexions sur la guerre mondiale et le renouvellement social

Dieu veuille, très chers Fils, que tandis que Notre voix parvient à vos oreilles, votre cœur soit profondément ému et impressionné par la gravité sérieuse, l'ardente sollicitude, la pressante insistance avec lesquelles nous cherchons à vous pénétrer de ces principes. Nous voulons que ce qui précède soit un appel à la conscience universelle, un cri de ralliement pour tous ceux qui savent généreusement évaluer la grandeur de leur mission et de leurs responsabilités d'après l'immensité du désastre universel.

Une grande partie de l'humanité, et même, Nous n'hésitons pas à l'affirmer, un bon nombre de ceux qui se proclament chrétiens, partagent en un certain sens la responsabilité collective de la mauvaise orientation, des méfaits et du manque absolu d'élévation morale dont souffre la société d'aujourd'hui.

Cette guerre mondiale, et tout ce qui s'y rattache, qu'on envisage ses causes éloignées ou prochaines, ou ses conséquences matérielles, juridiques et morales, que représente-t-elle d'autre qu'un brusque écroulement ? Des esprits superficiels

ont pu en être surpris ; mais la catastrophe avait été prévue et redoutée de tous ceux dont le regard avait scruté jusqu'en ses profondeurs un ordre social qui, sous des apparences trompeuses et par delà le mensonge des formules conventionnelles, dissimulait une faiblesse fatale, un désir exaspéré de lucre et de domination.

Ce que l'on arrivait encore à réprimer en temps de paix éclata, lors de la déclaration de guerre, en une lamentable série de mesures en contradiction complète avec l'esprit d'humanité du christianisme. Les conventions internationales destinées à humaniser la guerre, en la limitant aux seuls combattants, en fixant les règles de l'occupation des territoires et de la capture des vaincus, sont restées lettre morte en maint endroit. Et qui pourrait prédire la fin d'un état de choses qui ne fait qu'empirer de jour en jour ?

Les peuples souhaitent-ils par hasard assister sans réagir à l'extension de ce désastre ? Ou bien, sur les ruines d'un ordre social qui a donné une preuve si tragique de son impuissance à procurer le bien-être des peuples, toutes les grandes âmes, toutes les bonnes volontés ne doivent-elles pas plutôt s'unir dans le serment solennel de ne s'accorder aucun repos avant que, dans tous les Etats et toutes les Nations de la terre, ne se soient formées des légions d'hommes absolument décidés à reconstruire l'édifice social sur l'inébranlable centre de gravité de la loi divine, entièrement dévoués au service de personnes et de communautés qui auraient retrouvé en Dieu leur vraie noblesse ?

Ce souhait, l'humanité doit de pouvoir le formuler à la multitude innombrable des morts qui reposent dans les champs de bataille. En sacrifiant leur vie pour accomplir leur devoir, ils ont offert un holocauste pour un ordre social nouveau et meilleur.

Ce vœu, l'humanité le reçoit encore de la foule immense des mères, des veuves et des orphelins, qui se sont vu arracher la lumière, la consolation et le soutien de leur vie.

Ce vœu, l'humanité l'entend formuler par ces exilés sans nombre que l'ouragan de la guerre a déracinés et transportés

loin de leur patrie, puis dispersés sur la terre étrangère. Ceux-ci ne pourraient-ils pas s'approprier la plainte du prophète : « Notre héritage a été donné à d'autres, notre demeure abrite maintenant des étrangers » ? (Jer. Lam. 5, 2).

Ce vœu est encore celui des centaines de milliers de personnes qui, sans la moindre faute de leur part, mais simplement parce qu'elles appartiennent à telle race ou à telle nationalité sont vouées à la mort ou à un dépérissement progressif ?

Il est également celui de la multitude des non-combattants, femmes, enfants, malades et vieillards, victimes de la guerre aérienne. Celle-ci dont nous venons de dénoncer plus d'une fois les horreurs, a anéanti sans aucun discernement, ou du moins sans assez de prudence, les vies, les biens, les santés, les demeures, les lieux de bienfaisance et de prière.

Ce vœu, enfin, est exprimé par les torrents de larmes et d'amertume, par les innombrables douleurs et souffrances morales qu'entraîne le déroulement homicide de ce gigantesque conflit. Toutes ces voix supplient le ciel, par l'invocation de l'Esprit Saint, de délivrer enfin le monde du cauchemar de la violence et de la terreur.

Invocation au Rédempteur du monde

C'est aux pieds du « Désiré de toutes les nations » que nous porterons nos vœux de renouvellement social. En quel lieu pourrions-nous les formuler avec plus de sécurité tranquille, de confiance, de foi certaine d'être exaucée ? Sous nos yeux, le Sauveur est couché dans la crèche, avec tout le charme d'un Petit Enfant, mais aussi avec tout l'émouvant attrait de sa Mission rédemptrice qui commence. En quel lieu du monde cette noble et sainte croisade pour l'assainissement et le renouvellement de la société pourrait-elle trouver de consécration plus parlante, recevoir de plus efficaces encouragements qu'à Bethléem ? C'est ici même, dans l'adorable mystère de l'Incarnation, que nous apparaît le Nouvel Adam, aux sources de grâce et de vérité duquel il convient que toute

l'humanité vienne puiser l'eau salutaire, si elle ne veut pas périr dans le désert de cette vie. « C'est de sa plénitude que nous avons tous reçu » (10. I, 16). Et cette plénitude de vérité et de grâces se déverse aujourd'hui encore sur le monde, tout comme il y a vingt siècles, sans avoir rien perdu de sa force. Sa lumière triomphe de n'importe quelles ténèbres, un rayon de son amour a raison du révoltant égoïme qui empêche tant d'hommes de progresser et de travailler à leur bien-être. Quant à vous, volontaires qui participez à cette sainte croisade des temps nouveaux, levez l'étendard de la régénération morale et chrétienne, déclarez la guerre à toutes les ténèbres qu'engendre l'abandon de Dieu, à toutes les haines que provoque la discorde entre frères. Entreprenez-la, cette lutte, au nom d'une humanité très gravement malade qu'il s'agit de guérir en formant chrétiennement les consciences.

Que Notre bénédiction, Nos vœux et Nos paternels encouragements accompagnent votre généreuse entreprise. Qu'ils aillent consoler tous ceux qui ne se refusent pas à de durs sacrifices, et emploient ainsi des armes beaucoup plus puissantes que le fer pour combattre les maux dont souffre la société. Sur votre croisade pour un idéal chrétien, social et humain, resplendit consolante et attirante l'étoile qui brillait sur la grotte de Bethléem. Cette étoile fut dans tous les temps l'astre de bon augure de l'ère chrétienne. A sa vue, tous les cœurs fidèles ont obtenu, obtiennent et obtiendront la force : « Que des armées entières me tiennent tête, je n'en espérerai pas moins en Lui. » (Ps. 26, 3). Vous trouverez le Christ partout où resplendit cette étoile : « Avec un tel guide, nous ne nous perdrons pas. Allons au Christ en passant par lui, pour pouvoir nous réjouir à tout jamais avec l'Enfant qui naît aujourd'hui. » (Saint Augustin. Ser. 189 c. 4 — Migne P. L. XXXVIII, col. 1007).

VICHY 1942 (1)

Le mystère du Maréchal

On ne plaisante plus Vichy maintenant. L'enjeu est trop grave.

Si étrange que cela puisse nous paraître aujourd'hui, on souriait, même en 1940, en considérant la curieuse vie d'un gouvernement improvisé, campé dans un décor d'opérette. Au milieu de l'animation estivale des rues de Vichy, en août-septembre 1940, il était difficile de ne pas oublier quelque peu les heures tragiques de la retraite. L'enthousiasme même des ardents bâtisseurs de la Révolution Nationale était si tendu vers l'avenir qu'il en oubliait le passé. On était mal venu de parler défaite, et l'on risquait, en le faisant, de s'entendre accuser de pessimisme malsain, voire antinational.

Le jour de Pâques 1941, le Maréchal confiait à tel conseiller des mouvements de jeunesse : « Vous vous occupez de la jeunesse ? Eh bien, chaque fois que vous serez en contact avec elle, n'oubliez pas de commencer par lui rappeler que nous sommes battus ». Cette recommandation d'allure désabusée avait alors paru presque choquante, et la jeunesse d'alors n'était pas prête à recevoir de telles leçons.

1941 fut plus austère. L'opérette y fit place à la tragédie classique, ordonnée suivant toutes les règles. L'influence de la marine sur les affaires gouvernementales paraissait avoir balayé à jamais l'à peu près, le débraillé parlementaire. On sentait l'ordre à la tête de la France, voire l'autorité. Il semblait même que cet ordre fût jeune, cette autorité hardie. On commençait à percevoir l'effet des premières mesures de reconstruction. L'armée rectifiait la position, les Chantiers se préoccupaient de rendement économique, la Charte du Tra-

(1) Cf. Vichy 1940, dans « Cité Nouvelle », 10 janvier 1941. — Vichy 1941, « Cité Nouvelle », 25 décembre 1941.

vail arrivait à maturité, le ravitaillement, malgré les vicissitudes de son administration improvisée, semblait près de gagner la partie, et l'on ne désespérait pas de réussir à contrôler les prix. A l'extérieur le prestige de la France était en indéniable croissance. Les dangers de l'aventure dissidente étaient nettement circonscrits. La fidélité de l'Empire s'affirmait solidement, et l'étranger retrouvait avec joie une France convalescente après les craintes suscitées par l'accident. Jeunesse, défilés, serments, voyages du Chef de l'Etat, tout annonçait le renouveau, et l'on parlait honneur, patrie, autorité, sens national...

« Rappelez-leur que nous sommes battus », avait dit le Maréchal.

En 1942, la tragédie est devenue drame.

Les yeux fixés sur la France seule, nous avions oublié le reste de l'univers, et nous ne pensions qu'à aménager notre radeau sans penser qu'il était à la merci d'une lame. L'émiettement de notre empire colonial, les problèmes posés par la relève des prisonniers et la migration de la main-d'œuvre, les grandes offensives d'Extrême-Orient, de Russie ou d'Afrique du Nord nous ont souvent rappelés à la réalité des choses, et forcés de regarder à l'extérieur.

Lorsque, le matin du 11 novembre 1942, les Vichyssois émus ont vu les uniformes allemands, ils ont commencé de comprendre que l'aventure s'aggravait et que le drame tendait vers un dénouement.

*

L'orage était venu, mais la situation devenait claire. Un abcès se crevait. Malgré les inquiétudes du moment on ne pouvait se défendre d'une certaine impression de soulagement. Finis les reproches constants, mérités ou non, que l'opinion publique du nord adressait à celle du midi. Si déçu que l'on fut de voir subsister la ligne de démarcation, on était pourtant soulagé de voir se répartir également les charges de la nation, s'unifier la France.

Vichy, avouons-le, a vivement senti le coup de fouet.

L'influence de son climat, que nous avons déjà signalée (1), a joué à l'évidence depuis deux ans sur le tonus nerveux du gouvernement de la France. Cherchant l'explication de certaines de nos attitudes politiques et de l'asthénie de notre opinion publique, les Suisses accusent fréquemment la sous-alimentation française, qui agit sur notre psychologie collective. L'absence de vin, de café, d'excitants divers ont évidemment leurs répercussions sur notre capacité de réaction. Mais il faut pour être complet tenir compte également du climat ville d'eaux de la nouvelle capitale de la France. Tout y conseille le calme, tout y porte à une certaine détente reposante, une apathie bienfaisante et résignée. Ondées rafraîchissantes de l'été, rives petit-bourgeois de l'Allier qu'un barrage élève pendant la saison à la dignité de lac de canotage, paysages sans rochers ni montagnes, villas sans hiver, promenades aux fauteuils béants, casinos aux distractions lénifiantes, tout est anti-révolutionnaire à souhait, tout vous crie à chaque pas que « ce n'est pas tellement grave ».

Aussi les rapports entre le gouvernement de la France et les authentiques citoyens de Vichy tendaient-ils à devenir moins cordiaux à mesure que la situation politique était plus tendue. D'un côté les réquisitions accentuaient leurs exigences et jetaient bas avec brusquerie les inbróglios, objections, recommandations, résistances passives des intéressés. L'Etat français, pour s'installer, ne pouvait se contenter éternellement de la chambre d'hôtel ni même de la chambre d'amis. Il lui fallait pénétrer davantage au cœur même de la vie vichyssoise, au risque de gêner sérieusement celle-ci. La population, d'autre part, se lassait à la longue des générosités du début. La retraite de 1940 était terminée, et l'on ne pouvait plus traiter en réfugiés les fonctionnaires. L'accueil sympathique, peu à peu, a fait place à l'utilisation de la situation, et Vichy, apprenant à se servir des faciles réquisitions, a repris son activité hôtelière.

Contrairement à ce que l'on peut penser, les revenus de la ville ne proviennent pas surtout des curistes de la saison,

---

(1) « Cité Nouvelle », 10 janvier 1941, p. 29.

qui parfois coûtent plus cher qu'ils ne rapportent et figurent surtout au budget « publicité ». Ce sont les ventes d'eau minérale et de pastilles qui forment la base solide de l'élément recettes. La Compagnie Fermière ayant réussi à maintenir tant bien que mal ce secteur productif, les hôteliers pouvaient, épaulés par elle, exploiter la situation et étaler sur toute l'année, hiver et été, les bénéfices autrefois réservés à la seule saison. Les frais généraux ayant diminué, la publicité étant automatiquement faite par l'intégration de Vichy à notre histoire nationale, restait à organiser en paix la situation de fait, à se lamenter pour la forme sur la dureté des temps, à maudire sans ménagements le fonctionnaire, client qu'on ne risque pas de perdre, et à jouer le jeu classique du métier : salutations correctes, empressement de commande, privautés obligatoires... et main tendue.

Pas plus que le climat de Vichy, l'esprit de la ville d'eaux n'a contribué à la réussite de la Révolution Nationale. Il n'est peut-être pas de ville en France qui fût moins révolutionnaire que celle-là. Quand on y visitera plus tard le musée Pétain et les souvenirs historiques, on s'étonnera qu'un tel milieu de travail ait pourtant permis de substantiels résultats, si incomplets soient-ils.

*

Le réveil brutal du 11 novembre 1942 a soudain mis à nu le mal de la France. On s'est aperçu que la maison était toujours en ruines. Vienne une nouvelle bombe et l'on retrouvera à travers les brèches de la palissade le bâtiment écroulé qu'on feignait de ne plus connaître. Ceux qui ont assisté de près à la démobilisation de l'armée française, le 27 novembre 1942, peuvent témoigner des impressions tragiques qu'ils ont reconnues après deux années d'oubli : les blessures de la France sont toujours là, béantes. Le pansement arraché ne faisait que les recouvrir.

Mais si les tares militaires ont été révélées avec plus d'évidence brutale, ce n'est point que les autres tares n'aient continué d'exister, elles aussi, d'autant moins visibles peut-

être qu'elles étaient plus graves. La réaction « fonctionnaire » au drame de 42, si elle fut ici ou là courageuse et lucide, n'a malheureusement pas montré partout la même pureté dans les premiers réflexes. Combien ont pensé à la France avant de s'inquiéter de leur situation personnelle ? Combien étaient prêts à l'aventure, au risque, à l'abandon joyeux d'une vie bureaucratique qui depuis 1940 avait repiqué ses racines dans l'embourgeoisement stérilisant d'une routine administrative ? A l'évidence, l'enthousiasme n'y était plus, et si l'on juge d'une valeur d'âme à l'acceptation spontanée d'une épreuve imprévue, que penser de la valeur d'âme française considérée dans la majorité de ses fonctionnaires ?

De vieilles habitudes étaient ressuscitées, ramenant la conscience professionnelle administrative aux barèmes d'avant-guerre. « Le gouvernement de ce pays, avait dit le Maréchal en son message du 28 juin 1942, n'a pas été exempt d'erreurs. A l'insuffisance des denrées nécessaires à la vie, une administration désinvolte et parfois incapable a laissé s'ajouter des inégalités et des abus ». Le mal n'était pas circonscrit aux secteurs du ravitaillement ou des répartitions, c'est la morale même des fonctionnaires qui était en crise, révélant l'incapacité de l'administration à se réformer elle-même pour un service jeune et moderne du pays.

Les Français, dit quelque part Distelbarth dans son volume sur « la France vivante », affectent de ne pas croire leur journal quotidien, mais se rattrapent le dimanche où ils trouvent enfin la vérité dans les échos « sûrs » des Ecoutes ou du Canard Enchaîné. Cette vieille manie française du mépris supérieur pour les informations vraisemblables, liée à une incroyable crédulité pour les potins de coulisses et les nouvelles romancées, a recommencé trop vite de sévir après la défaite. Il s'agit là, en somme, d'une véritable crise de foi de la France, maladivement défiante vis-à-vis de tout le monde, à l'extérieur comme à l'intérieur, et poussant sa psychose sénile de sécurité jusqu'à l'égoïsme le plus sacré et la naïveté la plus malsaine. Les « bobards » sont le pus de ce furoncle, et nous en avons été infectés. Le traditionnel

esprit critique français s'est hypertrophié jusqu'à devenir un individualisme intellectuel réfractaire au bon sens comme à l'équilibre, et nous n'avons pas été capables des solutions de discipline qui pourtant s'imposaient. Les appels incessants du Maréchal à tout ce qui unit contre tout ce qui divise, n'ont pas réussi à briser le terrible courant de cet égoïsme. Or comment retrouver une foi dans un tel climat de scepticisme ? Comment pour des fonctionnaires comprendre et réaliser ce fameux « My country, right or wrong » des Anglais, ou le « Gemeinschaft geht vor Eigenschaft » des Allemands, principes qui donnent à ces peuples leur force vitale ? Au lieu de cela, chacun a joué son jeu personnel en l'étayant de ses explications à lui selon les « tuyaux » les plus authentiques. Et devant cette obstination simpliste, ni la discipline ni même les serments ne pouvaient tenir.

On aurait pu croire qu'en l'état difficile où se trouvait la France, divisée par les zones, amaigrie par les disettes, affaiblie par l'absence de ses prisonniers, il eût été possible au moins de forger un gouvernement modèle, de construire à Vichy la maquette de la France nouvelle et de proposer la communauté de la capitale en exemple vivant à la communauté nationale. La situation de Vichy s'y prêtait, de par le rapprochement géographique de tous les services, de par la table rase du passé et la nécessité de nouvelles créations.

Mais il aurait fallu pour cela que la volonté communautaire fût plus forte que l'instinct individualiste. Il aurait fallu que des équipes se constituent, se soudent les unes aux autres pour réaliser l'unité. Nous sommes malheureusement loin de compte. A l'intérieur d'un même ministère, voire à l'intérieur d'un même bureau, l'on rencontre encore les ignorances méprisantes de personne à personne, du chef de bureau à l'huissier ; on respire l'atmosphère des jalousies mesquines, des rivalités sournoises de préséances, de tableaux d'avancement ou même, hélas, de compétitions moins recommandables encore. Entre services, entre ministères on continue de s'ignorer, et les contacts de courriers, transmissions, achats, etc. . sont aussi dépersonnalisés, aussi déshumanisés que s'ils s'éta-

blissaient à des kilomètres de distance. Vichy 1942 donne l'étrange impression d'être peuplé de solitudes.

Pourtant Vichy élaborait d'admirables principes à l'usage de la communauté française. La Charte du Travail recommandait la collaboration confiante entre patronat et salariat, le primat donné au social, c'est-à-dire à l'humain sur l'économique, l'organisation de l'entraide et de la communauté de travail. De nombreuses entreprises françaises ont entendu l'appel et se sont mises à l'œuvre. L'entreprise gouvernementale, elle, ne paraît pas avoir compris pour elle-même la portée des textes qu'elle élaborait. Dans l'immense usine de Vichy pourtant, d'immenses tâches s'imposaient. Sans même parler du service de la clientèle, trop généralement sacrifiée, le service du personnel posait à lui tout seul de sérieux problèmes. Problème des logements, du chauffage, du ravitaillement, problème des enfants à garder, à élever, des malades, de la formation professionnelle, des allocations à connaître, du contentieux à discuter, etc... etc. : un secrétariat social du gouvernement eût rendu en ces matières de multiples services. Certes, quelques chefs de personnel se sont penchés sur ces questions et les ont ici ou là résolues pour leur compte, mais les différences entre ministères n'en sont devenues que plus criantes, et l'on attend encore le haut fonctionnaire chargé de l'ensemble des services sociaux, et de la coordination des rares et sporadiques initiatives. De louables tentatives ont voulu créer la communauté gouvernementale en instituant les cercles interministériels qui permettraient les contacts en période de loisirs. Mais tandis que la Charte du Travail insistait sur la maison de la profession et la facilité qu'apportait celle-ci à l'établissement de contacts « verticaux », Vichy séparait soigneusement le Casino des hauts fonctionnaires du Cercle des Fleurs à l'usage du *vulgum pecus*, et réalisait dans les faits la division des classes dont il refusait d'admettre le principe.

« Rappelez-leur que nous sommes battus », avait dit le Maréchal.

Parce qu'on n'y pensait pas, parce qu'on ne voulait pas

y penser, on a recommencé de suivre les mêmes ornières, on a beaucoup parlé de révolution pour les autres, et, à Vichy comme ailleurs, quarante millions de Français ont affirmé à l'envi que quarante millions de Français moins un étaient veules.

*

Dominant à Vichy la chaotique population des fonctionnaires, il y a la figure du Maréchal.

Beaucoup l'ont utilisée pour couvrir de douteuses entreprises, et les affirmations de principes les plus incohérentes se sont réclamées de son patronage. Depuis deux ans, en France, il est entendu que tout le monde est « pour le Maréchal ».

Si équivoque qu'il soit, ce respect unanime, en zone nord comme en zone sud, en France comme à l'étranger, de la clef de voûte de l'Etat Français, est un phénomène étrange. Pamphlétaires vautrés sur les décombres de la nation, speakers virulents, agitateurs sans scrupules, tous s'arrêtent quand il s'agit de toucher au Maréchal. Ceux même qui dans la conversation s'autorisent de plus de liberté ont l'impression de commettre une sorte de sacrilège, et leur conscience les tenaille.

Il y a un « mystère du Maréchal ».

De Vichy peut-être est-il possible d'éclairer quelque peu ce mystère, de chercher à comprendre quelque chose de cet extraordinaire prestige, et de deviner aujourd'hui ce que sera demain le jugement de l'Histoire.

Dans la période troublée que nous traversons depuis deux ans, les informations manquent. Nous ne connaissons que les faits les plus saillants, sans voir les précédents qui les expliquent, les liens qui les synthétisent, les nuances qui leur donnent leur véritable relief. Si pénible que soit cette ignorance pour des Français trop habitués à tout connaître et à tout juger, il est pourtant normal, et même nécessaire, que nous ne « sachions » pas. Les enjeux de la politique de la France sont actuellement trop graves pour être discutés sur le forum.

Mais il résulte, de ce fait, un curieux manque de perspective pour nous faire une opinion sur ce qui se passe, ou sur le peu que nous en connaissons. Les informations nous sont livrées toutes sur le même plan, en style de communiqués, sans nuances, sans ombres, et généralement dépersonnalisées. Il nous est donc impossible non seulement de savoir exactement ce que pense et ce que cherche tel ou tel homme d'Etat responsable, mais encore de distinguer dans les faits ou les déclarations la part originale de telle personnalité ou la poursuite de tel plan déterminé. Quand la radio apporte à l'auditeur lointain sa gerbe de nouvelles, celui-ci est parfaitement incapable de discriminer, par exemple, ce que le Maréchal a dit parce qu'il y tenait personnellement, ou ce qu'il a demandé parce qu'il l'estimait un moindre mal. Il était déjà difficile, à Vichy, d'affecter ainsi aux messages du Chef de l'Etat et aux informations diverses les coefficients d'importance indispensables. Mais la chose était pratiquement impossible hors de Vichy, surtout au village, à plus forte raison en zone occupée, pour ne rien dire de l'étranger. Le Français, malheureusement, n'est pas encore disposé à renoncer à sa manie critique, et cette uniformité plane de l'information a donné naissance aux jugements les plus étranges et aux simplifications les plus naïves. De Jeanne d'Arc à Machiavel toute une gamme d'interprétations, aussi fantaisistes les unes que les autres, ont été données de la politique du Maréchal, et ces explications sommaires, déformantes, ont provoqué dans les esprits et dans les consciences de véritables crises dont le fondement était artificiel.

Pour n'en donner qu'un exemple, a-t-on jamais exactement compris en France, et surtout à l'étranger, les efforts inlassables du Maréchal pour sauver avant tout l'unité française ? S'est-on rendu compte qu'il n'a jamais accepté un régime favorisant ou défavorisant une zone par rapport à l'autre, et que sa politique fut constamment axée sur la ligne de démarcation à dévaloriser pour éviter qu'elle ne devienne une frontière ? Son attitude vis-à-vis des réquisitions en zone non occupée, vis-à-vis du ravitaillement et des transports,

vis-à-vis de la relève des prisonniers ne s'éclaire complètement qu'à la lumière de cette idée centrale, dont trop souvent en dehors de Vichy on n'a pas saisi toute l'importance. On comprendra plus tard que le danger le plus grave couru par la France au cours de ces deux années est celui de son morcellement géographique, économique, administratif et par conséquent politique et moral. Tout mettre en œuvre et tout souffrir pour que la France soit une, tel est le but essentiel que s'est proposé le Maréchal dans ses démarches comme dans ses acceptations.

On pourrait éclairer encore bien des aspects de la politique française, en ces tragiques années d'après l'armistice, si l'on gardait devant les yeux certains faits absolus, inévitables, comme la réalité de notre défaite, l'absence de nos prisonniers ou le manque de cadres français. Un Foch, un Mangin, un Lyautey ont peut-être été secrètement évoqués et désirés par des Français impatients du relèvement de leur patrie. De tels sauveteurs eussent été probablement impuissants, faute de l'atmosphère propice à la construction ou à la victoire. Leur heure est passée, ou bien n'est pas encore venue. Il nous fallait en 1940 un homme qui, patiemment, tint la France à bout de bras en attendant la fin du cataclysme. Certains, s'autorisant de témoignages illustres, ont accusé Pétain de défaitisme. Dans les circonstances présentes, cette tournure d'esprit n'est qu'un réalisme solide, sans illusions, dont l'indispensable objectivité a permis la tenace politique d'une période bouleversée. Entre la France de 1940-1942 et le Verdun de 1917 il y a d'étroites ressemblances, mais certains, qui jugent trop sévèrement le gouvernement actuel, ont oublié que Verdun fut une opiniâtre défensive et voudraient le transformer en victoire foudroyante.

Les choristes de tous ordres qui ont orchestré depuis 1940 la propagande du Maréchal ont généralement déformé sa physionomie et dépassé ses instructions. On a voulu créer de toutes pièces une mystique du Maréchal, et l'on a déversé sur le pays une écœurante littérature dont la fadeur perdait

parfois jusqu'au sens même du ridicule. Il a fallu que le Chef de l'Etat intervienne pour empêcher villes et villages de baptiser de son nom avenues et places publiques, pour stopper une iconographie dont la valeur était plus commerciale qu'artistique. Mais il ne pouvait tout faire, tout contrôler lui-même, et les démolisseurs les plus pernicieux de la France d'hier ont été les plus vils panégyristes du gouvernement d'aujourd'hui.

La fausse idolâtrie Pétain, si souvent réprimée par le Maréchal, a caché aux Français le véritable sens de son œuvre. Que cette œuvre soit pénétrée d'une certaine mystique, passe encore. Si l'on entend par mystique le primat de l'instinct sur la logique du raisonnement, il faut accorder, pensons-nous, que l'attitude générale du Maréchal se justifie peut-être moins par la rigueur juridique et classique de ses décisions que par un jeu de réactions authentiquement traditionnelles chez nous : le Maréchal est un terrien. Le paysan chez lui l'emporte sur le chef de guerre. Il n'est pas rusé, mais finaud. Il ne raisonne pas, il sent. Il concède et s'entête à la fois, sans perdre un pouce de son idée. Impossible de le comprendre sans se pénétrer à fond du fameux message de l'armistice : « Il arrive qu'un paysan de chez nous voit son champ dévasté par la grêle. Il ne désespère pas de la moisson prochaine. Il creuse avec la même foi le même sillon pour le grain futur ».

Fermier de la France, le Maréchal n'a pas seulement vu son champ dévasté par la grêle. Comme il se remettait aux bras de la charrue, l'incendie est venu, et l'orage, et l'inondation. Terrien par toutes ses fibres, il est resté sur place, stoïque, accroché à sa glèbe, rivé à son champ. La ferme est brûlée ? restent la cabane et le fournil. Les gars disparus ? la famille dispersée ? la famine menaçante ? Il attendra, patient. Personne ne lui ravira son bien dans la débâcle. Il sera là résigné, veillant au grain, épiant l'accalmie, roulant dans sa tête les simples, les têtus, les éternels pensers paysans de terre qui ne ment pas et de pierres immobiles. Il sait que l'orage passera.

Autour de lui, gens de la ville, hommes d'affaires, techniciens, bourgeois, autorités viendront comme les amis de Job

lui proposer leurs plans, discuter ses idées, accuser sa passivité, lui reprocher l'étroitesse bornée d'un prétendu attentisme. On le dira fatigué. On le prétendra mal renseigné. Il écoutera tout cela, il regardera de ses yeux calmes, il n'aura pas plus d'illusions sur sa popularité qu'il n'en a sur notre défaite. Et il continuera.

Nous cherchions en France une mystique à notre taille, accordée à nos traditions. Nous l'avons. Pourquoi chercher autre chose ?

De temps en temps il parle, comme parle le père, le soir, à mots comptés. On l'écoute. On est frappé comme il dit juste. On pense : il a raison. Pendant quelques jours la France est calmée, elle a compris, elle travaille. Et puis les Français oublient, et reviennent à leurs intoxications de propagande, et se querellent encore avec d'irréfutables raisonnements.

Depuis deux ans nous en sommes restés au stade de ces messages lumineux. Tout le monde est d'accord pour penser que c'est là ce qu'il fallait dire, que la révolution nationale serait faite si les principes étaient appliqués.

Seulement la France est la France, et le Maréchal symbolise encore ce terrible divorce entre pensée et action dont souffre notre pays. Le père ne peut pas tout œuvrer par lui-même dans la ferme. Il faudrait la famille, l'équipe, les gars, l'ensemble de la maison. Mais la famille ne va pas, les garçons et les filles préfèrent s'amuser à la ville. Le drame français est là : pas de cadres, pas de chefs.

Nous en sommes arrivés — nous en sommes restés depuis 1940 — à concevoir le chef comme celui qui obéit. De même que, pendant la retraite, d'innombrables officiers sont restés inactifs, déroutés parce qu'ils attendaient des ordres et que les ordres n'arrivaient pas, les états-majors étant débordés et les liaisons coupées, de même toute la machine France est restée à peu près inactive depuis deux ans parce qu'aucun chef n'a été capable de prendre ses responsabilités, de penser pour son compte en fonction des principes du Maréchal, et de réaliser. Un La Porte du Theil, dans son secteur, a osé

lancer une initiative et créer sans vouloir être « couvert » à chaque instant par un papier dûment tamponné. Mais pour un créateur combien d'autres qui ont attendu, ou même qui ont stoppé les tentatives généreuses. Le Maréchal fut le cerveau. La tête est solide et lucide. Mais ce n'est pas sa faute si le corps ne réagit plus, si l'accrochage est faussé entre le corps et l'âme. Nous savions déjà en 1940 que les réflexes ne jouaient plus, et nous avons craint la paralysie définitive. C'est le corps France qui est malade.

Pour guérir ce corps, il eût fallu le revitaliser par une cure de spirituel, et lui faire retrouver la ligne exacte de ses traditions chrétiennes. Le Maréchal l'a senti, mais il n'a pas pu résoudre le problème, faute d'hommes, toujours faute d'hommes. Il sait bien que cinquante ans de laïcisme ont stérilisé la France, sapé la morale, rouillé les articulations, matérialisé, animalisé les conceptions de la vie, vidé les idéaux de leur contenu réel pour n'en plus garder que l'écorce, les mots. Eternellement, la question française est et reste une question religieuse, c'est-à-dire chrétienne.

Mais il fallait pour la résoudre retrouver le sens authentique, à l'état pur, du christianisme, le dégager de toute sa gangue de fausse incarnation, le distinguer expressément du politique et du clérical. Etait-ce possible ?

Lorsque les politiciens du Café du Commerce accusent l'Eglise d'un certain esprit « revanchard » de domination sur la politique, ils jugent, là encore, de l'extérieur et simplifient dangereusement le problème.

En septembre 1940 le Maréchal voyait parfaitement clair en matière religieuse. Il était décidé à poursuivre une politique de rechristianisation française qui prendrait en même temps ses garanties vis-à-vis d'un danger de cléricalisme. S'il n'a pu réaliser son programme, c'est que les moyens d'exécution lui ont manqué. Là encore, avant tout, s'est posé un problème d'hommes : les cadres provisoires de la France n'étaient pas chrétiens. Bien intentionnés, « bien pensants », respectueux de l'Eglise et de ses observances extérieures, partisans de l'ordre et férus de politique plus que de spirituel,

ils n'étaient capables de concevoir la réconciliation de l'Eglise et de l'Etat qu'en termes de manifestations extérieures, sur un plan qui n'était pas celui de la rechristianisation profonde. Le contrepied de la politique anticléricale d'hier, pour eux, était la politique cléricale, quoiqu'ils s'en défendissent, et tout en déclarant haut et fort qu' « il ne fallait pas aller trop vite » et que le peuple de France n'était pas mûr pour qu'on lui parle de Dieu à l'école, ils organisaient sans vergogne en face du même peuple les cérémonies les plus bruyantes de messes en plein air, de parades clérico-militaires et se servaient à des fins de propagande des moindres directives épiscopales rappelant aux fidèles leurs devoirs civiques les plus élémentaires. De même que les nationaux « bêlant » au Maréchal ont été ses pires adversaires, de même l'Eglise n'a pas connu depuis 1940 de plus dangereux ennemis que la cohorte chamarrée des « bien-pensants ».

La France n'est pas cela.

Son génie est trop profond pour être traité par des méthodes ostentatoires, et son unité ne se retrouvera ni sur le terrain d'un nationalisme sentimental ni sur celui d'un cléricalisme cérémonial. La France est esprit, et son unité est d'ordre personnel.

L'étranger ne s'y est pas trompé, pas plus d'ailleurs que le Français moyen qu'énerve une propagande maladroite, mais qui conserve au fond de son cœur un respect silencieux pour la personne de son chef. Le prestige de celui-ci n'est pas d'ordre politique ni même militaire : il est d'ordre culturel. Le Maréchal incarne la France en ce qu'il continue ses traditions de lucidité et de tenue morale. C'est mal le comprendre et c'est lui faire injure que de vouloir l'admirer comme un diplomate retors ou le vénérer comme un bouddha stupide.

« Français, méditez vos malheurs. La méditation, loin de vous accabler, vous élèvera. Comprenez ce que vous avez été, ce que vous êtes, ce qu'il faut que vous deveniez. A l'heure où il semble que la terre manque sous vos pieds, levez la tête vers le ciel. Vous y trouverez assez d'étoiles pour ne plus

douter de l'éternité de la lumière et pour placer où il convient vos espérances. » (1).

Aujourd'hui où les déchirements de la France sont devenus plus douloureux, où ni presse ni radio ne peuvent prétendre à faire l'unité française en sa dispersion redoutable, du camp de prisonniers aux contrées les plus éloignées de notre Empire, nous commençons de comprendre que notre lien national est un lien spirituel. Au-dessus du sentimentalisme, au-dessus des échecs ou des réussites constitutionnelles ou administratives, le Maréchal silencieux reste un principe français, dont le prestige est fait du symbolisme fidèle par lequel il représente la continuité française. Les seuls liens invisibles qui donnent à cette unité frêle sa solidité sont les liens du christianisme éternel : paroles de l'aumônier de stalag, rayonnement du missionnaire aux extrémités du monde, travail spirituel du curé de village. Partout mots et gestes sont les mêmes dans la mesure où ils sont plus chrétiens. Partout le Christ seul tient la France.

De Vichy peut-être plus qu'en un autre lieu du monde on sent la force de cette unité.

Et parce qu'on y vit toujours plus de cet invisible, on garde intensément l'espoir — non : la certitude de la résurrection de la France.

Victor DILLARD.

---

(1) Message de Noël 1942.

AVOIR FROID

Souffrir du froid est une supériorité des mammifères et des oiseaux, une précieuse conquête du progrès biologique qui, à travers les millénaires monta jusqu'à eux, et les fit apparaître dans le monde plus capables de douleur et par conséquent plus parfaits. Comme notre civilisation humaine, l'évolution accroît le bien-être et le standard de vie, elle multiplie d'autant les soucis, aiguise le Besoin qui empêche l'individu ou l'espèce de s'embourgeoiser, de se fossiliser dans la quiétude du terme accompli, des désirs rassasiés.

La vipère n'a jamais froid, pas plus que le chêne ou la carpe ; ils vivent pourtant, mais, contents de peu, ils ne se soucient pas de leur température. Sans niveau fixe, ils n'ont pas la hantise d'un étalon-or : une dévaluation ne les effraie pas, pas plus qu'une banqueroute. Ils font les morts et attendent.

Nous ne parlerions pas de chaud ou de froid, mais seulement de température basse ou élevée si nous n'avions pas cette limite, ce thermostat à 37 degrés qui, pour la moindre variation, nous met en émoi.

Avant de parler du froid et de ses répercussions sur notre organisme, il nous faut considérer un instant ce standard de température, la thermorégulation, et voir comment notre corps manœuvre pour la maintenir.

La Thermorégulation.

Notre organisme est une merveilleuse machine, délicate et précise, qui fonctionne grâce aux calories apportées par les aliments. Broyés par la mastication, désagrégés par les sucs digestifs, ils passent dans le sang, et tout ce qui n'est pas immédiatement utilisable est condensé en glycogène ou en d'autres substances de réserve, pour être remis en circulation au fur et à mesure des besoins.

Cet approvisionnement, cette mise en dépôt, la mobilisation, et même l'utilisation de ces aliments, bref, tout le fonctionne-

ment de ce que Descartes appelait « notre machine » suppose un ensemble de mécanismes très précis de la bonne marche desquels tout dépend. Or, ces mécanismes sont biochimiques, et l'élément essentiel en est constitué par les diastases.

Ce mot de diastases désigne les ferments qu'utilise l'organisme pour ses réactions chimiques, et l'on peut dire que presque tout ce qui se passe dans le corps du vivant est leur œuvre.

On sait que les réactions chimiques se font d'autant plus rapidement que la température est plus élevée, et Van t'Hoff a précisé qu'elles étaient deux fois et demie plus rapides chaque fois que la température s'élève de 10 degrés, deux fois et demie plus lentes quand elle baisse de 10 degrés. Si une réaction par exemple demande une heure à 20 degrés, il lui faudra deux heures et demie à 10 degrés, et six heures et quart à 0 degré. A 30 degrés par contre, tout se passera en 24 minutes, à 40 degrés en un peu moins de 10 minutes, et ainsi de suite, de plus en plus vite, à mesure que nous élevons la température.

Les réactions diastasiques suivent la même loi pour les basses températures et le même coefficient vaut pour elles jusqu'aux environs de 40 degrés. Au dessus de cette température, leur activité baisse rapidement et s'arrête, pour ne plus reprendre. La chaleur tue les diastases, ou les désagrège, ce qui revient pratiquement au même, et c'est pourquoi on les a crues longtemps vivantes ; la discussion fut chaude à leur sujet entre Pasteur et Berthelot dans le XIXe siècle finissant.

Les diastases auront donc un optimum de température, un niveau où leurs réactions se feront dans le minimum de temps. Cet optimum se localisera plus ou moins nettement aux environs de 35 à 40 degrés. Alors, le mécanisme diastasique fonctionnera dans les meilleures conditions possibles, et l'organisme sera vif, souple, alerte.

Si la température baisse, les réactions sont de plus en plus lentes, l'organisme perd la vitesse de ses réactions et s'engourdit progressivement. Tous les reptiles en sont là : les vipères ou les lézards, si agiles pendant les chaudes journées d'été, le sont beaucoup moins à l'automne, et l'hiver les engourdit. Ils disparaissent de la circulation, enfouis dans quelque crevasse qui leur permettra d'attendre à l'abri le retour des beaux jours.

Il fut un temps où les saisons n'existaient pas, où la chaleur

se maintenait à peu près constante tout au long de l'année, où les reptiles étaient les maîtres du monde : c'était le Secondaire.

Au Tertiaire, les saisons commencent à se différencier, et les hivers froids succèdent aux étés. Les mammifères parviennent alors à se rendre indépendants de cette variation. Comme les oiseaux d'ailleurs, ils mettent au point un moyen de maintenir leur organisme à la bonne température, entre 35 et 40 degrés : ils inventent la chaleur animale, la thermorégulation.

Pour ne pas voir l'activité baisser dans l'usine intérieure, ils installent le chauffage central, trouvant que la dépense qu'il entraîne est largement compensée par le rendement toujours à peu près égal, par la défense toujours possible, et l'organisme toujours agile et dispos. L'histoire nous montre qu'ils ont eu raison : les homéothermes sont devenus les maîtres du monde. Ils étaient bien petits, et beaucoup moins forts que les grands reptiles pendant l'été, mais l'hiver venu, ils prenaient leur revanche contre ces colosses plus ou moins engourdis.

Vis-à-vis de l'homéothermie, il existe donc plusieurs catégories de vivants : ceux qui n'ont pas de régulation, ceux qui en ont une et ceux qui en ont plusieurs.

Ceux qui n'ont pas de régulation, comme les reptiles, abondent surtout dans les pays équatoriaux qui ne connaissent pas l'hiver. On les appelle communément « animaux à sang froid », mais à tort, car leur sang n'est pas nécessairement froid. Ils suivent les variations de la température ambiante, et il arrive que cette température soit au dessus même de 40 degrés ; ils ont alors le sang plus chaud que les homéothermes. Nous dirons qu'ils sont non pas à sang froid, mais à température variée ou suivant le mot grec *poikilothermes*.

En même temps que leur température interne, varie l'activité de leurs diastases et de leur organisme. A mesure que le froid les gagne, ils deviennent de moins en moins actifs, jusqu'à s'engourdir complètement. Ils n'en souffrent pas autrement et peuvent supporter sans mourir des températures fort basses. Les escargots survivent à 120 degrés au-dessous de zéro ; les reptiles et les batraciens peuvent être congelés sans mourir à — 25 degrés. De même, les poissons peuvent supporter 20 degrés au-dessous de zéro ; pour les transporter commodément on les congèle dans un bloc de glace et on les met dans un coin du frigo. Arrivés à desti-

nation, on les décongèle avec précaution, et ils se remettent à nager.

Ces animaux n'ont donc pas froid, comme nous, ils n'en souffrent pas. Ils aiment pourtant la chaleur qui les met dans un état d'euphorie et d'agilité, et c'est pourquoi les lézards et les serpents viennent se chauffer au soleil d'été.

Les *homéothermes* sont les animaux vulgairement appelés à sang chaud, qui gardent leur température égale à travers toutes les vicissitudes du climat.

Cette chaleur interne, « la chaleur animale », avait fortement frappé les anciens qui y voyaient une des caractéristiques essentielles de la vie, et tout le monde connaît ce feu sans lumière dont parle Descartes, ce feu qui avait son origine et son foyer dans le cœur. Les Vitalistes en firent longtemps un argument en faveur de la transcendance de la Vie, jusqu'au jour où Liebig démontra que cette chaleur n'avait pas une source mystérieuse dans la « force vitale », mais provenait tout simplement de la combustion interne des aliments.

L'image du chauffage central montre bien comment la dépense en calories est fonction du froid extérieur. On pourra la diminuer, cette dépense par de nombrux moyens, la calorifugation, le rétrécissement des issues, etc..., on ne pourra la supprimer à moins d'isoler parfaitement et de séparer absolument du monde extérieur, de réaliser l'idéal que la marmite norvégienne atteint presque ; mais le vivant est trop dépendant du milieu pour pouvoir se passer de lui et songer à ce merveilleux isolement.

La température du milieu ambiant tend à se propager dans notre organisme qui, pour maintenir l'homéothermie, alerte aussitôt la défense, et, comme tout appel au secours, c'est une désagréable sensation : nous avons froid, à moins que nous ayons trop chaud. Dans les deux cas, l'organisme se défend, mobilise ; des deux côtés, il faut dépenser de l'énergie, soit pour produire de la chaleur, soit pour en détruire : la thermogénèse ou la thermolyse. Le maintien de l'homéothermie revient très cher à l'organisme, mais c'est un confort auquel il tient trop pour l'abandonner.

Il est pourtant une catégorie d'animaux qui ont reculé devant la dépense. Au lieu de maintenir perpétuellement la même température interne, au lieu de s'attacher définitivement à l'étalon-or, ils pratiquent une dévaluation saisonnière. Ce sont les *hibernants* les espèces vieillies, sédentaires.

D'autres espèces jeunes et vivaces comme l'hirondelle fuient l'hiver par des migrations lointaines ; ils ont trouvé plus simple, si l'on peut dire, d'abandonner momentanément leur standard de vie et de s'établir à un niveau inférieur bien moins dispendieux. La marmotte, la chauve-souris, la taupe, le hérisson, ont pendant l'hiver une attitude inerte, une respiration faible, très faible, les battements du cœur à peu près imperceptibles : ils vivent au ralenti, en veilleuse.

Abandonnons les hibernants et les poikilothermes pour ne plus nous occuper que des homéothermes auxquels nous avons l'honneur d'appartenir. Nous allons voir comment ils maintiennent leur température interne, et en particulier comment ils se défendent du froid.

Le maintien de la température.

Notre température interne n'est pas absolument stable. Elle s'élève lentement au cours de la journée, et le repos de la nuit la fait redescendre : l'amplitude de cette variation nycthémérale est d'environ un degré. Ceux qui dorment le jour et travaillent la nuit arrivent à inverser ce cycle au bout d'une quinzaine de jours. Le retour au cycle normal sera beaucoup plus rapide et se fera dès le premier jour, tant il est vrai qu'il est plus normal pour l'homme de travailler le jour que la nuit.

Au cours d'un exercice, surtout violent, cette température interne peut s'élever et dépasser 38 ou même 39 degrés, mais le retour à la normale est rapide. Si l'effort a été trop violent, la redescente se fera par une oscillation qui ramènera un instant la température jusqu'à 36 degrés ou même au-dessous, provoquant dans tout l'organisme une impression de froid caractéristique du surmenage.

Il peut arriver que notre température soit pour un temps mal stabilisée, qu'elle se fixe à 39 ou 40 degrés : c'est la fièvre. L'organisme a choisi un étalon trop élevé, et il est parfois difficile de le lui faire abandonner : il y revient.

Pour essayer de faire le décrochage, dans l'espoir que le retour se fera sur le niveau commun, on refroidit brutalement le corps par application de glace, ou bien on diminue la puissance de l'organisme à produire de la chaleur par l'antipyrine, ou bien, mais ceci est plus délicat, on bloque à un certain niveau la production de chaleur par l'adrénaline.

La fièvre est une erreur de thermorégulation, pourrait-on dire, une mauvaise mise au point des thermostats.

L'organisme a donc un équilibre à garder, une température qu'il lui faut maintenir entre 36 et 37 degrés, sans dépasser ces limites soit en dessus, soit en dessous.

Un mot de la défense contre l'échauffement. Il est moins courant que le refroidissement, surtout en cette saison, et nous sommes bien moins armés contre lui.

La principale défense est l'évaporation de l'eau, la sueur. Dès 1750 Benjamin Franklin insistait sur ce rôle réfrigérant de l'évaporation cutanée. « Les moissonneurs de Transylvanie, écrivait-il, supportent l'action d'un soleil ardent à condition de suer abondamment, de boire beaucoup pour entretenir la sueur et de s'éventer de manière à activer l'évaporation ».

De son côté l'organisme tend à diminuer ses dépenses, à détendre le tonus musculaire. Nous nous en apercevons par une chaude après-midi d'août, lorsque trouvent dans notre esprit une résonance adaptée ces vers mélodieux de Baudelaire :

> Au pays parfumé que le soleil caresse,
> ... sous un dais d'arbres tout parfumés
> Et de palmiers d'où pleut sur les yeux la paresse...

La lutte contre le froid va nous retenir davantage. L'organisme a deux moyens, deux armes contre cet ennemi, l'arme chimique qui est la production de chaleur, la thermogénèse, et l'arme physique, la protection.

La défense chimique consiste à produire de la chaleur par une combustion plus active de nos réserves, des graisses surtout, le meilleur combustible contre le froid, celui que recherchent les peuples septentrionaux, celui dont nous manquons le plus maintenant.

Un homme au repos, habillé en demi-saison, dépense au total 1900 calories par jour dans une atmosphère à 20 degrés ; à 15 degrés, il en dépensera 2320, 3060 à 10 degrés, 4000 à 5 degrés, 5400 à 1 degré. Dans ce dernier cas, il devrait manger près de trois fois plus que dans le premier.

Cette déperdition massive de calories est fort désagréable, et nous préférons subvenir activement au moins à une partie des besoins par le travail musculaire qui est pour lors plein d'agrément. L'organisme se charge d'ailleurs lui-même de nous secouer par le frisson, un tétanos imparfait qui tend et détend les mus-

cles à un rythme de 8 oscillations par seconde, en commençant d'ordinaire par les masticateurs.

Le frisson est la réaction désespérée de l'organisme. Ordinairement nous résistons au froid sans recourir à ce procédé grâce à un entraînement qui malheureusement diminue de plus en plus avec la civilisation, par suite du chauffage central en particulier et du séjour continu à des températures modérées. Le confort moderne nous rend de plus en plus incapables de bien supporter le froid et de réagir vite et bien.

Ici trouverait sa place une charge éloquente contre le chauffage central, mais, réflexion faite, je l'ai supprimée en pensant qu'elle ne convaincrait personne.

Passons à la défense physique. Avez-vous remarqué l'attitude des passereaux pendant l'hiver : la tête étroitement appuyée en arrière, les plumes hérissées, ils présentent l'aspect d'une boule d'où émergent seuls le bec et les plumes de la queue. Qui donc a fait comprendre au moineau que la sphère est la forme géométrique qui réduit au minimum la surface extérieure ? Diminuer la surface revient à diminuer les contacts avec le froid ambiant, à diminuer la déperdition de chaleur.

Les chiens et les chats ont l'air de connaître aussi cette loi et tandis que l'été ils s'étalent sur le sol, l'hiver ils rassemblent étroitement leurs pattes et leur tête et tentent de réaliser eux aussi une boule, qui reste bien loin de la perfection du moineau.

Sauf les enfants entrant dans un lit froid, l'homme n'utilise guère cette attitude recroquevillée. Il en a de moins en moins besoin, déclarent certains biologistes, et ils expliquent par l'augmentation du confort et la généralisation du chauffage central la progression très nette de la taille humaine qui s'accroît petit à petit dans la plupart des pays.

Non seulement le chien et le moineau réduisent de leur mieux la surface extérieure, mais encore ils hérissent leurs poils ou leurs plumes. Ils tentent d'immobiliser une couche d'air qui au lieu de se déplacer rapidement à la surface de la peau fera tampon avec l'air extérieur et ne se refroidira que par degrés.

Des savants ont enveloppé quelques oiseaux de gaze pour qu'ils ne puissent hérisser leurs plumes pendant qu'ils les exposaient au froid. Comparativement à leurs voisins qui ne subissaient pas ce traitement en apparence anodin, les victimes ont accusé une dépense supplémentaire de 50 %.

Le hérissement présente donc une grande importance. Il existe chez tous les animaux ; chez l'homme aussi, qui sous l'action du froid hérisse ses poils et a « la chair de poule ». Notre pelage est si rare et si peu fourni que cette réaction ne sert vraiment plus à grand chose et n'est qu'un organe témoin de quelque ancêtre lointain perdu dans les ombres de la Paléontologie.

Nous avons heureusement des moyens plus efficaces pour isoler notre peau, et ce sont nos habits, d'autant plus intéressants qu'ils emprisonnent plus d'air entre eux et surtout dans leur épaisseur. Un bon tricot peut nous éviter la dépense de nombreuses calories, diminuer la faim, remplacer un plat.

Un autre moyen physique de défense vient du jeu de la circulation sanguine. Le sang — et il faut bien avouer que sur ce point les anciens avaient raison — apporte du cœur la chaleur jusqu'à la peau, et il s'en retourne après s'être plus ou moins refroidi.

On sait que l'organisme peut localement augmenter ou réduire la quantité de sang circulant, faire rougir la peau par une vasodilatation momentanée ou la faire pâlir par la vasoconstriction.

Quand le frileux, mal entraîné, arrive au froid, l'organisme a l'air de s'affoler. Ne pouvant parer a tout, il sacrifie délibérément la partie extérieure du corps et lui envoie le moins de sang possible. Le visage et les mains pâlissent ; tout le sang est conservé pour les parties profondes qu'il faut à tout prix ne pas laisser refroidir. Comme dans une mauvaise troupe mal aguerrie, au premier bruit de l'attaque, tout le monde se porte à l'endroit faible, laissant les autres dégarnis.

La peau est délibérément sacrifiée. Le sang y circule mal, trop lentement, et la teinte après avoir été très pâle devient violacée.

Un moyen de fortune apparaît qui se manifeste sous la forme bien connue des engelures. Le sang se concentre fortement abandonnant son eau, et les parties du corps où la circulation se fait mal dans ces moments de crise se protègent par une couche de cette eau qui leur sert d'isolant. Cette immobilisation relativement massive provoque un trouble dans les tissus distendus : la circulation reprendra fort mal, et cette reprise sera accompagnée de démangeaisons. Il serait bon d'aider la circulation par des massages et par un exercice actif, en position élevée

des doigts affectés. Les pommades n'ont ordinairement pas une grande influence sur cette infirmité qui persistera tant qu'on s'exposera au froid, et disparaîtra si on garde la chambre plusieurs jours de suite.

Les engelures ne se produisent ordinairement pas sur le visage où la circulation se fait bien, non plus que sur les mains des personnes entraînées au froid. Chez celles-ci en effet, l'organisme sous le premier choc réagit, et se sachant assez puissant pour tout garder ne sacrifie pas les parties superficielles. La circulation est maintenue, bien plus, elle est accrue par la vasodilatation : le sang se hâte de venir réchauffer la peau et circule abondamment en surface. La peau rougit au lieu de pâlir.

La Physiologie du Froid.

Dans le comportement de l'organisme en face du froid de nombreux aspects seraient intéressants à envisager. Nous nous bornerons à trois : la fatigue thermogénétique, le refroidissement et les maladies provoquées par le froid.

La fatigue thermogénétique.

Malgré tous les moyens physiques qui tendent à diminuer les pertes, l'essentiel de la thermorégulation est chimique, et le mécanisme de la production de chaleur est toujours plus ou moins obligé de fonctionner.

Lorsqu'on suit la température d'un cobaye exposé à un froid intense, on la voit d'abord se maintenir, héroïquement pourrait-on dire, au prix d'une dépense énorme de calories. Et soudain, le décrochage se produit, la banqueroute : l'animal est envahi par le froid.

Peut-être la faculté thermogénétique a-t-elle épuisé tout le combustible approprié que l'organisme ne peut plus fournir assez vite ! En tout cas, c'est la fatigue, l'épuisement, la mort à brève échéance si ce froid persiste.

En temps normal les mécanismes thermogénétiques ne sont pas « forcés ». Pourtant, lorsqu'arrive le soir et que nous sentons un besoin plus ou moins net de reposer nos membres las, nous cherchons instinctivement à être débarassés pendant notre sommeil du souci thermogénétique. Nous nous couvrons assez pour que, en même temps que nos muscles, se reposent nos mécanismes thermorégulateurs.

Par suite d'une longue habitude, ces deux repos en sont arrivés à être plus ou moins liés. Lorsque nous entrons dans une salle bien chauffée, une impression de bien-être nous envahit, et nous avons tendance à nous endormir : la détente des mécanismes thermorégulateurs entraîne celle des muscles, et une ambiance physiologique est créée qui nous prédispose au sommeil.

D'autre part, s'il nous arrive de nous endormir à notre table de travail, le froid nous gagne, que nous ne sentions pas auparavant : le repos musculaire a déclenché à peu près automatiquement le repos thermogénétique que nous ne cherchions pas.

Tout le monde sait pour l'avoir entendu dire ou lu dans des romans que, surpris par une tourmente de neige, le voyageur ne doit à aucun prix s'asseoir ou s'endormir, s'il veut survivre. Nous comprenons maintenant pourquoi, et pourquoi aussi un garçon boucher qui le soir avait été enfermé par mégarde dans une chambre frigorifique ne dut son salut qu'à sa ténacité à faire pendant toute la nuit de l'exercice pour tenir le coup devant le sommeil et le froid.

Le refroidissement.

C'est une notion très subjective que celle du froid. Un si grand nombre d'éléments entrent en jeu, éléments physiques ou physiologiques, connus depuis longtemps ou encore ignorés qu'il est bien difficile d'être précis sur ce point.

J'approche lentement la main d'un radiateur métallique chauffé à 30 degrés : je sens une légère impression de chaleur qui s'accroît jusqu'au moment où ma main entre en contact avec le métal ; à ce moment-là, c'est une impression de froid. La température est supérieure à celle du milieu ambiant, mais la conductibilité est bien plus grande.

La même raison explique qu'un bain à 20 degrés refroidisse autant la peau, que de s'exposer nu à une température inférieure à 0 degré.

La vapeur d'eau contenue dans l'atmosphère en modifie la valeur calorifique : un air saturé d'humidité paraît aussi chaud à 25 degrés qu'un air à 33 degrés avec 20 % d'humidité.

La densité de l'air intervient aussi, et à 2000 mètres d'altitude l'air moins dense a un pouvoir refroidissant qui est de 30 % inférieur à celui de la plaine.

Le vent présente aussi une grande importance, car il renou-

velle l'air au contact de notre peau ; il a l'effet exactement contraire des habits dont le but est de l'immobiliser.

Tous ces éléments interviennent dans la composition de la température intéressante pour nous, la température effectivement ressentie, appelée aussi *température effective.* De très importants travaux ont été entrepris, en Amérique et en France, pour essayer de la préciser. Comme elle est essentiellement individuelle, on en vient à étudier et à préciser la température qui synthétise tous les éléments importants, la *température résultante.*

Cette dernière est la vraie température, la seule dont l'organisme tient compte. Elle peut être fort différente de celle qu'indiquent les thermomètres. Ces instruments mesurent, théoriquement du moins, la température de l'air ambiant. Or des personnes immobiles dans un local où l'air est à 40 degrés, ont froid si les parois sont à 13 degrés, tandis qu'elles auront une impression de confort dans un air à 3 degrés au-dessous de zéro, les parois étant à 28 degrés. La température résultante est supérieure dans ce dernier cas, quoi qu'en dise le thermomètre ; la chaleur apportée par rayonnement compense celle qui est perdue par convection.

Supposons une température résultante bien trop basse pour l'organisme. Le sang qui se trouve directement sous la peau est violemment refroidi, et retournant vers le cœur alerte les thermostats des veines, mécanismes encore inconnus. L'alerte se propage et parvient aux noyaux végétatifs du plancher du troisième ventricule qui entrent en jeu et déclenchent les réactions de défense dont nous avons parlé.

Physiologiquement, il faut distinguer un double temps dans la réaction. Le premier est superficiel et rapide (il demande environ 3 minutes pour apparaître). La peau se réchauffe aux dépens des parties profondes qui se refroidissent. Nous ne sentons pas le froid, nous éprouvons même une sensation de bien-être.

Le deuxième temps est plus lent, et il lui faut 10 à 30 minutes pour se manifester. Il est d'ordre chimique : l'organisme se met à produire les calories demandées, pour neutraliser le refroidissement. Si la fourniture est trop lente, la sensation de froid se précise et s'accroit, sensation profonde, position dangereuse pour notre santé. C'est alors vraiment que « nous prenons froid » (1).

---

(1) Il est rationnel et conseillé de prévenir ce deuxième temps et ce refroidissement profond par un peu d'exercice qui réchauffera notre corps ; une gymnastique violente s'impose après une douche froide.

La réaction est d'autant plus rapide et d'autant meilleure que l'organisme sera plus entraîné contre le froid et les variations de température ; et c'est ici que nous retrouvons les méfaits du chauffage central, l'erreur dangereuse et débilitante de ceux qui passent des journées entières sans s'exposer au froid du dehors.

La rapidité de la réaction dépend aussi de la brutalité de l'attaque. Si le refroidissement est progressif et lent, les thermostats avertisseurs risquent de mal fonctionner ou de ne pas fonctionner du tout ; les réactions contre le froid ne se feront pas et l'organisme va se refroidir sans s'en apercevoir.

On peut prendre un bain très chaud en réchauffant lentement l'eau et en la portant ainsi à une température que notre corps n'aurait pas tolérée d'abord, mais il est très dangereux d'agir ainsi pour un bain froid et de le refroidir lentement. Il faut déclencher les réactions de l'organisme par une attaque violente du froid. La question reste d'ailleurs entière de savoir s'il est bon de rechercher ces attaques violentes que sont les douches froides et si notre organisme est assez résistant ou possède assez de réserves superflues pour s'offrir régulièrement le luxe d'une aussi massive dépense.

Les maladies « a frigore ».

Elles sont pour la plupart l'œuvre des microbes. Quel est donc le comportement des microbes en face du froid ?

La meilleure température pour leur développement se situe aux environs de 37 degrés, avec d'assez fortes variations spécifiques.

D'aucuns sont très frileux. Pour traiter certaines affections de la bouche dues à de tels microbes, Jélinek dirige sur les muqueuses pendant quelques secondes un jet glacial de chlorure d'éthyle qui anéantit leur armée.

D'autres sont remarquablement résistants au froid, et lorsque récemment on découvrit dans les glaces polaires des mammouths congelés depuis le début du quaternaire et merveilleusement conservés, certains hygiénistes émirent la crainte qu'en les décongelant on ne transmît à notre monde moderne certaines maladies microbiennes de cette époque préhistorique.

Quoi qu'il en soit, à basse température ils sont beaucoup moins actifs et dangereux.

Etant données leurs relations avec nous, nous pouvons dès

l'abord diviser les microbes en deux groupes : les internes ou commensaux qui vivent en nous, et les externes, ceux qui viennent du dehors, les étrangers. La différence n'a évidemment rien de spécifique, et tous commencent par être étrangers ; mais cette distinction est commode pour parler de l'origine de la maladie.

Les commensaux sont innombrables dans notre organisme qui s'habitue à leur présence. La santé est le résultat de l'équilibre entre les mécanismes de défense et cet ennemi qu'il a été impossible d'expulser tout à fait, mais qu'on empêche de pulluler. Le froid détruit momentanément cet équilibre, et le microbe en profite pour se multiplier prodigieusement. Quand l'organisme se ressaisit, il est parfois trop tard : la maladie est déclenchée qu'il ne surmontera qu'en faisant appel à toutes ses ressources.

Principiis obsta, sero medicina paratur.

Le mécanisme de cette déséquilibration n'est pas encore élucidé, semble-t-il. Certains pensent à un fléchissement de la phagocytose. Les globubles blancs seraient plus ou moins paralysés par le froid et accompliraient moins bien la police de l'organisme. Les microbes, un peu moins sensibles au froid, prendraient le dessus.

Une autre explication semblerait plus proche de la vérité. L'attaque du froid provoque une réaction de défense, un choc qui serait assez voisin du choc anaphylactique. Pendant que durent les effets de ce choc, l'organisme est bien défendu contre le froid, trop bien, car il se découvrirait sur d'autres points. Le « choc auto-colloïdoclasique a frigore » supprimerait momentanément l'immunité, et serait accompagné d'une action déprimante sur les glandes endocrines. Nos microbes, toujours à l'affût, profiteraient de cette faiblesse passagère de la défense.

Une célèbre expérience de Pasteur semble corroborer cette hypothèse. Etudiant la maladie du charbon, il fit la remarque curieuse qu'une poule, constitutionnellement immunisée contre cette maladie, ne l'est plus si on lui met les pattes dans l'eau froide.

Nous sommes assez familiarisés avec ce transport à distance des effets maléfiques du froid pour ne pas nous en étonner, et nul n'ignore qu'un refroidissement des pieds est susceptible d'entraîner un rhume.

Delamarre signale un cas typique d'influence du froid sur l'apparition de la pleurésie. Les cavaliers en garnison à St-Ger-

main effectuaient de fatigantes corvées de fourrage. Au retour, ils s'arrêtaient à mi-chemin tout en sueur, et déposaient leur fardeau sur un petit mur de un mètre de haut, très exposé au vent froid du nord qui arrivait sur leur côté droit. Les pleurésies à droite étaient nombreuses. Le colonel fit interdire cette halte et les pleurésies disparurent. Les régiments se renouvelaient tous les six mois ; les corvées de fourrage étaient les mêmes, ainsi que la halte : les pleurésies réapparaissaient jusqu'à ce que le colonel intervînt.

Les microbes externes abondent dans l'air. Pasteur les étudia et fonda sur eux toute la théorie de la contagion.

Ils flottent dans l'atmosphère, comme de toutes petites poussières, enveloppées ou non d'une infime couche d'eau que l'on peut pratiquement négliger, car en raison de sa faible épaisseur et de sa forte tension superficielle elle ne s'évapore pas.

Etant donnée sa petitesse, le microbe se maintient à la température de l'air, et la chaleur par rayonnement, si importante pour le corps humain ne l'affecte pratiquement pas.

Il sera donc possible de créer deux climats différents, deux températures résultantes diverses, l'une pour les micro-organismes, et l'autre pour le corps humain, grâce au chauffage par panneaux rayonnants.

Si l'air est froid, la vivacité et la virulence des microbes diminuera ; et comme il est facile d'obtenir par rayonnement une chaleur résultante agréable pour l'homme tout en laissant l'air à une température fort basse, on peut dès maintenant prévoir que les salles d'hôpital de l'avenir seront à ciel ouvert. L'air frais pénètrera librement, ainsi que la lumière et les rayons ultra-violets que ne gèneront plus les verrières ; les microbes seront plus ou moins engourdis par le froid et se déposeront peu sur les habits et les objets plus chauds qu'eux. Les conditions de la contagion seront réduites au minimum (1).

---

(1) Une remarque pratique : lorsque le chauffage central par rayonnement sera installé, nous pourrons travailler la fenêtre ouverte sans avoir froid ; mais presque tous les calorifères existants agissent par convection et non par rayonnement. Ils échauffent l'air qui réchauffera les murs. La température sera bonne en entrant si l'air est chaud, mais elle ne sera bonne à notre table que si les murs ont eu le temps de se réchauffer. Sitôt immobiles, la chaleur par rayonnement prend une importance primordiale. Il sera donc impossible d'avoir chaud si la fenêtre est restée grande ouverte pendant des heures. L'air de la chambre est entièrement renouvelé en ouvrant à la fois porte et fenêtre pendant une ou deux minutes, et les murs n'ont pas ainsi le temps de se refroidir.

On a remarqué que les maladies provoquées par le froid sont fréquentes au début et à la fin de l'hiver.

Les maladies du début seraient dûes plutôt à des microbes commensaux. Les premiers grands froids trouvent l'organisme non entraîné et provoquent ce déséquilibre interne dont nous avons parlé. L'organisme s'entraîne, s'aguerrit à mesure et les maladies deviennent moins fréquentes ; Nansen et ses compagnons n'eurent jamais de rhume ni de maladie provenant du froid durant tout leur séjour au pôle nord.

Pendant la saison froide, les microbes de l'atmosphère sont peu actifs. Ils profitent pourtant un peu de la faible intensité des rayons ultra-violets ; ils profitent aussi de la culture involontaire que font les malades de ceux dont ils n'arrivent pas à se débarrasser. Quand arrivent les beaux jours, ces microbes sont virulents et actifs, l'organisme est plus ou moins affaibli par la mauvaise saison et par la crise hormonale printanière ; et ce sont les petites épidémies de la fin de l'hiver.

On dit fréquemment qu'un bon froid sec est sain, tandis qu'un froid humide ne l'est pas. Ce n'est vrai que pour les rhumatismes, car un grand froid sec est bien plus dangereux pour les voies respiratoires qu'un froid humide. Et ce sont surtout les maladies des voies respiratoires qui sont fréquentes avec le froid, étant donné l'inévitable contact.

Cela commence par une certaine gêne plus ou moins inaperçue de la respiration ; et, soudain, en expulsant brusquement l'air pulmonaire, l'organisme essaie de se débarrasser de cette gêne apparue : c'est la toux.

Sur la paisible tranquillité d'une ferme isolée en pleine campagne, la nuit déroule les lentes heures d'un silence qu'emplit le murmure du ruisseau et le chant du grillon. Rien ne semble devoir troubler ce calme impressionnant, lorsque, soudain, le chien de garde se dresse et aboie : c'est le moment d'ouvrir l'œil, il se passe quelque chose d'anormal.

La toux est le chien de garde de l'appareil respiratoire. Ce ne sera bien souvent qu'une laryngite sans gravité. Mais si les aboiements persistent, il sera bon d'aviser.

Un aperçu des différentes maladies causées par le froid et

commençant par la toux nous entraînerait vraiment trop loin. Aussi ne l'entreprendrons-nous pas aujourd'hui.

*

Descartes, écrivant à un ami, vantait le climat d'Amsterdam et lui faisait une apologie du froid dont il est bien plus facile à se préserver que du chaud. Il avait raison, et notre organisme est bien mieux adapté à la thermogénèse qu'il ne l'est à la thermolyse.

Nous avons admiré le magnifique arsenal des moyens de défense et la splendide unité de l'organisme qui se mobilise tout entier devant le danger ; l'intelligence vient encore renforcer cette protection, tant et si bien que l'homme devient le plus indépendant, le plus libre de tous les animaux vis-à-vis de la température, le seul qui puisse vivre aussi bien à l'équateur que sur les glaces du pôle.

Volontiers, nous nous laisserions aller à chanter cette victoire sur le froid et cette liberté, si les circonstances actuelles et le contingentement des calories ne nous rappelaient à la réalité concrète et à tant de misères et de souffrances qu'évoquent pour bien des malheureux et de sans-abris ce simple mot, le froid.

Jules Carles.

LA MORT DU
R. P. WLADIMIR LEDOCHOWSKI

Préposé Général de la Compagnie de Jésus

Une grande figure d'apôtre rappelée à Dieu

Tard dans l'après-midi du 13 décembre, le Très Révérend Père Wladimir Ledochowski, Préposé Général de la Compagnie de Jésus, rendait pieusement le dernier soupir dans la paix du Seigneur. Il avait été réconforté avant sa mort par les Sacrements de l'Eglise, et aussi par les toutes spéciales bénédictions que, à diverses reprises, le Saint Père avait bien voulu lui envoyer, à partir du moment où s'était aggravée sa longue maladie.

Au moment même où dans le voisinage les cloches de la Basilique de Saint Pierre annonçaient les secondes Vêpres du dimanche *Gaudete*, les derniers tressaillements qui agitaient le corps débile de ce grand religieux indiquaient le départ imminent de son âme.

A quatre heures de l'après-midi, son Eminence le Cardinal Maglione vint pour une rapide visite dans la modeste chambre du Père Général. Cette délicate attention du Saint Père et de son Secrétaire d'Etat fut pour le malade une vraie consolation.

Peu après, le Père Ledochowski entrait en agonie. La Communauté se réunit autour de lui pour réciter les prières des agonisants. Il put les suivre parfaitement, et le léger mouvement de ses lèvres indiquait à quel point il s'unissait de tout son cœur d'apôtre pour répondre aux invocations pleines de confiance adressées au Christ Jésus et à la Mère de Dieu. A 18 heures 43 exactement il expirait, entouré des membres de la Communauté.

C'est le 7 octobre 1866, à Loosdorf (Autriche Inférieure), que naissait, du comte Antoine Halka de Ledochowski et de la comtesse Joséphine Salis-Zizers, de nationalité suisse, celui qui devait plus tard diriger la Compagnie de Jésus.

Peu de familles se sont autant que celle des Comtes polonais Ledochowski signalées par leur dévouement à l'Eglise. Tout le monde connaît l'activité que déploya un cousin du comte Antoine, le célèbre Cardinal Miceslas Ledochowski : il fut un des pionniers de l'Action Catholique en Autriche, où il s'employa avec ardeur à l'assistance sociale et spirituelle des ruraux. Deux sœurs du Père Ledochowski fondèrent des Congrégations religieuses : l'une, Marie-Thérèse, la Société de Saint Pierre Claver pour les Missions Africaines; l'autre, Julie, les Sœurs Ursulines du Sacré-Cœur de Jésus Agonisant. Toutes deux sont mortes en odeur de sainteté.

Deux autres sœurs du Père Ledochowski vivent encore en Pologne, ainsi qu'un frère plus jeune, Ignace, général de l'armée autrichienne, puis de l'armée polonaise, en retraite depuis plusieurs années déjà, et qui pendant la guerre de 1914-1918 exerça d'importants commandements.

Le jeune Wladimir fit ses études au Collège Thérésien de Vienne, et il fut alors souvent Page d'honneur à la Cour Impériale. A sa sortie du collège, il s'inscrivit à la Faculté de Droit de Vienne, car son père le destinait à la carrière diplomatique. Mais bientôt la voix de Dieu l'appela, et il entra au Séminaire de Tarnovia, en Pologne, la famille des Comtes Ledochowski s'étant alors établie à Lipnica. Il resta à Tarnovia jusqu'en 1887, date à laquelle il fut envoyé à Rome, au Collège Germanique. Il eut ainsi la possibilité d'obtenir le doctorat en Philosophie en 1889, à l'Université Grégorienne.

C'est à la Grégorienne que se décida sa vocation religieuse, cette vocation qui l'appelait à entrer dans la Compagnie de Jésus. Et en effet, le 24 septembre de cette même année 1889, il frappait à la porte du Noviciat.

Ses premières années de vie religieuse se passèrent en Pologne : là il termina son noviciat et acheva ses études. Le

10 juin 1894, à Cracovie, il était ordonné prêtre par le Cardinal Dunajewski.

Son activité apostolique dans la Compagnie fut d'abord surtout intellectuelle. Il écrivit dans la revue des Jésuites polonais et fut aussi directeur de cet important périodique. Mais rapidement il assuma des charges de plus lourde responsabilité. Il fut Recteur du grand collège de Cracovie ; puis en 1901, Provincial de Pologne.

C'est en cette qualité qu'il prit part en 1906 à la Congrégation Générale (ou Chapitre) de son Ordre. Après l'élection au Généralat du Père Wernz, il fut nommé Assistant pour les Provinces de langue allemande et de langue slave, ainsi que pour la Belgique et la Hollande. Il se fixa donc à Rome auprès du Père Général, qu'il aida pendant huit ans de toute son intelligente activité. Le Père Wernz mourut en 1914 ; et après la réunion de la Congrégation Générale le Père Ledochowski fut élu le 11 février 1915, à une grande majorité, Préposé Général de son Ordre. Il devait s'acquitter de cette charge avec un dévouement et une sagesse admirables pendant 27 années et 10 mois.

Durant la première guerre mondiale il dut s'éloigner de Rome, et vécut à Zizers en Suisse. Mais ensuite son généralat, à l'exception de deux brefs séjours qu'il fit en Espagne en 1924 et en 1928, se passa entièrement à Rome. C'est de Rome qu'il suivit tous les travaux de ses religieux, et qu'il les dirigea avec une vigilante et persévérante énergie.

Raconter son activité de Préposé Général, ce serait faire l'histoire de la Compagnie de Jésus au cours des 27 années qui viennent de s'écouler — ces années comprises entre les deux guerres qui ont vu de tels changements dans tous les pays, et même, on peut le dire, en tous les hommes.

Aussi nous nous bornerons, pour donner une esquisse de son œuvre, à donner une courte statistique, éloquente dans sa brièveté.

Au début de son Généralat, la Compagnie de Jésus comprenait 16.946 membres, répartis en 27 provinces. Aujourd'hui,

on compte dans le monde entier une cinquantaine de provinces, avec environ 27.000 religieux.

Dans certains pays le développement de la Compagnie a été tel qu'on a jugé opportun de les faire représenter auprès du Général : c'est ainsi qu'aux cinq Assistants Généraux déjà existants s'en ajoutèrent peu à peu trois autres : pour l'Amérique du Nord, pour les Nations slaves, et pour l'Amérique Latine. Les maisons de la Compagnie sont actuellement au nombre de 1.500 environ. Mais ce chiffre dit bien peu de choses. Il ne faut pas oublier que plusieurs de ces maisons sont des centres complexes d'activité. C'est le cas, par exemple, des grandes Universités et des Instituts Supérieurs, comme la Grégorienne avec l'Institut Biblique et l'Institut Oriental, comme Beyrouth, Georgetown, Fordham, Shangaï, Tokio, Bilbao, etc...

Durant son généralat, le R. P. Ledochowski eut à cœur de promouvoir les études à tous les degrés du savoir, soit dans l'éducation de la jeunesse des collèges, soit par la formation des jeunes religieux de la Compagnie, soit par le développement des études scientifiques et des travaux spécialisés. C'est avec élan qu'il suivit les directives données par le Souverain Pontife Pie XI : il dota l'Université Grégorienne de nouveaux et splendides bâtiments, et accrut son rayonnement en fondant de nouvelles chaires et de nouvelles Facultés, en augmentant le nombre des professeurs, en faisant venir pour y enseigner de toutes les parties du monde des hommes qui ont joui ou jouissent encore d'une véritable notoriété dans le monde scientifique. On peut dire la même chose en ce qui concerne les deux Instituts Pontificaux, le Biblique et l'Oriental, annexes de l'Université Grégorienne. Pour les maisons d'études de la Compagnie, spécialement les Scolasticats de Philosophie et de Théologie, il sut mener à terme la révision du célèbre « Ratio Studiorum », après un travail long et persévérant qui ne se limitait pas à la direction et au contrôle des travaux préparatoires des commissions compétentes, mais qui était le fruit d'une compétence personnelle et efficace. De la sorte il promulga en 1941 une nouvelle édition du

« Ratio », adaptée aux nouvelles lois de l'Eglise et aux nécessités des temps modernes.

Avec zèle il s'appliqua à promouvoir les Missions. Actuellement, 45 sont confiées aux Jésuites dans toutes les régions du monde ; elles comptent environ 4.000 missionnaires. Fidèle aux directives Pontificales, il favorisa de son mieux la formation du clergé indigène, non seulement en recevant dans son Ordre des sujets indiens, chinois, japonais, etc., mais en multipliant les Séminaires destinés au Clergé indigène séculier. C'est volontiers qu'à ce Clergé il céda la responsabilité du soin spirituel de vastes territoires, quand le Saint-Siège jugea opportun de le faire.

En ce qui concerne le gouvernement intérieur de son Ordre, il laisse une empreinte profonde, grâce à sa large compréhension des besoins nouveaux de notre temps, vers lesquels il orienta, à la fois avec élan et prudence, l'ardeur apostolique de ses fils. Donnons à titre d'exemple l'apostolat de la presse, exercé par le moyen de cent douze revues de toutes spécialités et de toutes langues. De cet apostolat, le stand de la Compagnie de Jésus à l'Exposition mondiale de la Presse Catholique au Vatican fut un témoin éloquent.

C'est au Père Ledochowski qu'on doit également la mise à jour des Constitutions et des règles de l'Institut, conformément aux normes du nouveau Droit Canon. A cette fin, après de longs travaux préparatoires qu'il dirigea lui-même, il convoqua en 1933 une Congrégation extraordinaire (régulièrement la Congrégation générale ne se réunit que lorsqu'il s'agit d'élire le successeur du Général défunt) dont il assuma personnellement la direction. Pour mener à terme les travaux de la première, une seconde fut convoquée en 1938. C'est en cette circonstance qu'avec l'autorisation de cette Congrégation, il se donna un Vicaire Général chargé de l'aider dans les limites et de la manière qu'il jugerait nécessaires : son choix se fixa sur le Père Maurice Schurmans, un Belge, qui depuis ce moment fut pour lui un collaborateur fidèle et dévoué.

En ce long gouvernement, les difficultés et les épreuves

de tout genre ne manquèrent pas au Père Ledochowski. Il vit la Compagnie en proie, dans bien des pays, à des vexations et à des persécutions ; il vit des Provinces entières de l'Ordre dispersées ou paralysées dans leur labeur apostolique. Mais il eut aussi le réconfort de bénéficier sans interruption de la bienveillance paternelle des Papes, de jouir de la confiance de très nombreux Prélats, d'innombrables et fidèles amis. Ce fut aussi certainement pour lui un immense réconfort que de penser, spécialement au cours des derniers jours de sa vie sainte et bien remplie, à la troupe nombreuse et éclatante des nouveaux Saints et Bienheureux qui vinrent accroître en ces quelques années la couronne de sainteté, déjà si belle, de la Compagnie. La Compagnie de Jésus en effet a la joie de vénérer maintenant non plus seulement quatre-vingt-onze Bienheureux, comme en 1914, mais bien cent quarante et un ; elle compte non plus seulement treize Saints, mais vingt-quatre, et même vingt-six, puisque la canonisation des Bienheureux Jean de Britto et Bernardin Realino est déjà annoncée. Pendant le généralat du Père Ledochowski, la preuve fut faite que la flamme dont brûlait Ignace était toujours bien vivante dans le cœur de ses fils : les nombreux martyrs en témoignent, dont le sang, en ces dernières années, empourpra la Compagnie : au Mexique (le Père Pro, par exemple, si connu), en Chine, et surtout en Espagne durant la sanglante persécution révolutionnaire, maintenant heureusement terminée, au cours de laquelle cent dix-huit Jésuites donnèrent, avec leur vie, un suprême témoignage de leur fidélité à leur foi et à leur vocation.

En cette brève et hâtive esquisse, il n'est pas possible de faire une allusion même rapide à toutes les innombrables activités auxquelles se livra le Père Ledochowski. Doué d'une intelligence vaste et lumineuse, que servait une mémoire d'une étonnante fraîcheur, même dans les dernières années, cet homme au grand cœur, avec prudence à la fois et décision, affronta les entreprises les plus ardues qui entraient dans le vaste champ d'apostolat confié par Saint Ignace à son Ordre, et qu'il jugeait utiles à une plus grande gloire de Dieu, à

l'honneur de l'Eglise, au bien spirituel du prochain, à la croissance de la grande famille qui lui était confiée.

C'est avec tout l'éclat que permirent les circonstances que l'illustre religieux célébra le quatrième centenaire de la fondation de la Compagnie. Auprès des autels du Seigneur, à commencer par la cérémonie solennelle qui eut lieu à Rome, au Gesù, se réunirent tous les religieux de l'Ordre : unis à leur vénéré Préposé Général, ils dirent à nouveau leurs vœux et leurs espérances, comme l'avaient fait les premiers Pères qui en 1541, à la Basilique de Saint-Paul-Hors-les-Murs, entouraient Saint Ignace.

Pour couronner cet heureux événement, sa Sainteté le Pape Pie XII accorda une audience solennelle le 27 avril 1941 à une délégation composée de hautes personnalités de l'Ordre. En une admirable synthèse, il y évoqua de nouveau les mérites et les gloires que s'est acquis à si juste titre la Compagnie de Jésus, saluant au début de son discours le « vénéré et très cher Préposé Général qui depuis tant d'années la dirige si dignement », et terminant par une page mémorable, où il exprimait la reconnaissance de l'Eglise et de son Chef visible pour tout le bien accompli par les soldats d'Ignace.

« L'histoire de la Compagnie, disait-il, de même qu'elle tire sa vie, longue déjà de quatre siècles, de l'esprit du Christ, qui lui donna son nom, de même s'insère dans l'histoire de l'Eglise avec son grand Fondateur et avec ses Saints et ses Martyrs, avec la cohorte de ses infatigables hérauts de la foi, avec ses Docteurs et ses maîtres, avec ses écoles, ses collèges, ses Universités, avec ses Congrégations mariales, avec ses maisons où se donnent les Exercices Spirituels, avec l'Apostolat de la Prière, avec l'Institut de Culture religieuse et la Ligue Missionnaire des Etudiants, et tant d'autres œuvres pour lesquelles Nous dirons, Nous aussi, avec l'apôtre Paul, que, connaissant votre foi dans le Seigneur Jésus et votre amour pour l'Eglise des fidèles, Nous ne cessons de rendre grâce pour vous, faisant de vous mémoire dans Nos prières, afin que le Dieu de Notre Seigneur Jésus-Christ, le Père de la Gloire, vous donne avec une abondance toujours plus grande,

l'esprit de sagesse et de révélation, pour qu'Il soit connu et que Sa gloire s'accroisse ».

Le regretté Père Wladimir Ledochowski tomba malade le 10 octobre écoulé ; le 26 il dut être transporté à la clinique « Quisisana », pour une intervention chirurgicale rendue nécessaire, qui eut lieu le 27 du même mois. Fin novembre, de nouveaux et graves symptômes ayant fait leur apparition, il voulut retourner à la Maison Généralice. C'est là que dans la matinée du 23 il reçut avec une grande piété les derniers Sacrements, qu'il avait demandés avec une pleine sérénité d'esprit, bien qu'il n'y eût pas de danger imminent. Pendant la cérémonie, il adressa, en latin, quelques phrases émouvantes à ceux qui étaient présents, leur donna sa bénédiction, et par eux à toute la Compagnie. A partir de ce jour, persuadé que la fin de sa vie approchait, il ne pensa plus qu'à se préparer saintement au grand départ, avec une patience inaltérable et un tranquille abandon à la volonté de Dieu, même pendant les périodes — et elles n'étaient pas rares — où la douleur devenait plus aiguë ; alors il regardait avec foi et tendre piété le Crucifix et l'image de la Madone, et y trouvait ferveur et réconfort. Jusqu'au vendredi 11 décembre, il put recevoir chaque jour la sainte Communion et y puiser pour son âme la joie, pour son corps une force de résistance peu commune. Sa Sainteté Pie XII montra un intérêt constant et paternel à l'illustre malade. Le Pape, qui connaissait les grandes qualités du Père Ledochowski et qui l'honorait d'une bienveillance toute particulière, se faisait informer continuellement de l'évolution de la maladie par l'intermédiaire de son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat. Celui-ci, au cours des dernières semaines, vint chaque jour rendre visite au malade, et lui apporter, avec une bonté vraiment émouvante, la Bénédiction réitérée du Vicaire du Christ, en même temps que l'assurance de sa profonde estime personnelle.

Le Cardinal Pierre Boetto, archevêque de Gênes, put, au cours des derniers jours, s'entretenir longuement avec le cher Père Général, auprès duquel il avait vécu et travaillé pendant tant d'années lorsqu'il était Assistant d'Italie. Beaucoup d'au-

tres Cardinaux et Evêques vinrent aussi rendre visite au malade.

A partir de vendredi les forces allèrent en déclinant. Jusqu'à la fin le Père Général conserva sa parfaite lucidité d'esprit, priant, exhortant, édifiant.

Et quand, dans l'après-midi de dimanche, les fidèles religieux qui l'avaient assisté avec un constant dévouement, lui firent connaître que le dernier moment était venu, il put, comme le bon et fidèle serviteur, répondre à l'appel de son Maître, et dire l'*ecce adsum :* pour lui s'ouvrait, parmi les chœurs des Saints, des Martyrs et des Bienheureux de la Compagnie, le séjour de l'éternelle joie.

(*Traduction d'un article paru dans l'Osservatore Romano des lundi et mardi* 14 *et* 15 *décembre* 1942).

REGARDS SUR LE MONDE

EUROPE

ALLEMAGNE. — Le Führer a pris la parole à Munich le 8 novembre, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de seize nationaux-socialistes de la première heure, tombés le 9 novembre 1923. « Il n'y a qu'un mot d'ordre : combattre jusqu'à la décision finale ». Tel est le thème que le chancelier a développé. Il s'est élevé avec force contre ceux qui s'attendent à la répétition du drame de 1918 :

« Nos adversaires commettent une grande erreur lorsqu'ils se figurent qu'une telle situation pourra se reproduire. Il existe de grandes différences entre les deux époques : l'Allemagne d'alors était ruinée intérieurement. Quant à l'Empereur, c'était un homme à qui toutes les forces ont manqué pour lutter contre ses adversaires. Si une fois l'Allemagne a déposé les armes à midi moins le quart, j'ai pris pour principe, en ce qui me concerne, de ne cesser le combat que cinq minutes après midi... Ce qui distingue l'époque actuelle de celle d'hier, c'est qu'alors le peuple n'était pas derrière l'Empereur, tandis qu'il y a derrière moi une des organisations les plus formidables qui ait jamais existé. Elle représente le peuple allemand. Mais ce qui distingue également l'époque actuelle de celle d'hier, c'est qu'il ne se trouve pas à la tête de l'Allemagne une personnalité susceptible de passer à l'étranger au moment critique, mais au contraire un homme qui n'a jamais connu que la lutte, qui n'a jamais eu qu'un principe : frapper, frapper, frapper encore. »

Traitant de la situation militaire, le Chancelier a montré l'importance des gains réalisés durant la campagne d'été :

« Si nous avons attaqué à Stalingrad, c'est parce que je voulais atteindre la Volga près d'une ville déterminée. Il est pour nous sans importance que cette ville porte par hasard le nom de Staline. Ce qui importe, c'est qu'on peut y intercepter un trafic de 30 millions de tonnes, dont 9 millions de tonnes de pétrole. C'est là que se concentre tout le blé des immenses territoires de l'Ukraine et du Kouban pour être transporté vers le nord. En outre, il s'y trouve de grandes quantités de manganèse. C'est aussi un centre de transbordement gigantesque et nous voulions l'avoir entre nos mains. Pratiquement nous l'avons, car dans cette région il n'y a plus que des combats localisés. C'est parce que je

ne voulais pas créer un second Verdun que nous n'y engageons plus guère que des forces limitées. »

S'associant aux paroles du Führer, le Dr. Gœbbels demande aux Allemands une résolution inébranlable dans l'épreuve décisive :

« On peut observer presque à l'œil nu, écrit-il, comment les événements précipitent leur cours vers leur point culminant. Il semble que le destin, avant de prendre ses dernières décisions, veuille s'assurer encore une fois que le parti auquel il veut décerner les lauriers de la victoire les mérite vraiment. Dans toute l'histoire, il n'est pas d'exemple de guerre ou de révolution au cours desquelles l'un des deux adversaires n'aurait remporté que des victoires et l'autre que des défaites. La lutte en vue du succès final oscille longtemps. Jusqu'à la décision, elle subit bien des vicissitudes et une épreuve suit l'autre immédiatement. »

Le peuple allemand se fortifie dans la pensée qu'il lutte pour la conquête des matières premières et des grands espaces nécessaires à sa vie.

« Un peuple dépourvu de ces bases d'existence mourra nécessairement. Nos adversaires ont beau parler. Ils possèdent l'espace et les matières premières à foison et ils ne peuvent même pas exploiter tout ce qui leur appartient. Ils veulent nous exclure de ce qu'ils possèdent pour nous tenir éternellement en sujétion. »

Cette lutte à la vie et à la mort, le Reich doit la poursuivre avec passion :

« Nous autres, Allemands, nous sommes fanatiques d'objectivité. Souvent même nous allons si loin que pour ne pas faire tort à l'adversaire, nous nous faisons tort à nous-mêmes. Pendant la guerre surtout, les avantages sont pour celui, qui, sans regarder à droite ni à gauche, marche droit au but et estime ses actions justifiées quand il a obtenu le succès, et non quand elles répondent à des principes de moralité. Finalement c'est le succès qui décide, et il décide non seulement de la victoire et de la défaite mais aussi du juste et de l'injuste. »

Dans son discours, le chancelier Hitler avait montré que le but principal de la stratégie allemande était désormais « d'éloigner le plus possible la guerre des frontières du Reich ». De là l'immensité du champ des opérations militaires.

« Nous tenons, montre de son côté le Dr Goebbels, un front dont l'étendue laisse loin derrière elle tout ce qu'on a vu d'analogue jusqu'ici dans l'histoire. Partout où se portent nos regards, ce front se trouve infiniment loin de nos frontières. Il en résulte plus d'un inconvénient, mais aussi l'avantage qu'on ne saurait jamais estimer assez

haut, que la guerre, à l'exception de la guerre aérienne, se déroule en général loin de notre pays natal. Naturellement, on ne saurait éviter toujours un petit accroc en un point quelconque de ce front si étendu. Mais un tel accroc représente en quelque sorte le sacrifice que nous devons payer au caractère propre de notre stratégie, la stratégie des grands espaces. »

Comme le note le chroniqueur militaire de la Wilhelmstrasse, dans une guerre ainsi conduite, la question des communications prend une importance particulière. Il précise qu'il y a mille kilomètres entre les armées allemandes de Leningrad et la grande étape la plus proche. L'on estimait autrefois qu'un seul combattant exigeait trois hommes pour le ravitailler. Il faut dire aujourd'hui que, si l'on tient compte des ouvriers enployés dans les fabriques d'armement, d'uniformes et de conserves, il faut dix hommes pour produire ce qui est envoyé à un soldat du front.

Cette stratégie des grands espaces est en même temps une stratégie défensive. Pour fortifier dans ce sens l'organisation du Reich et des territoires occupés, les commissaires à la défense du Reich réunis le 11 décembre sous la présidence du Dr. Frick, ministre de l'Intérieur, ont décidé que leurs fonctions seraient assurées par les Gauleiters, en sorte que chaque Gau forme désormais une unité économique et militaire complète.

Il ne faudrait pas en conclure, c'est la Westfälische Landeszeitung qui le remarque, que la stratégie allemande est affectée d'un « complexe Maginot ». Ce serait là « une interprétation grossière de la formule « forteresse européenne », celle-ci étant entendue comme si notre intention était de nous mettre au repos. La vérité est que les dirigeants de la stratégie de l'Axe ont manifestement estimé qu'il convenait en 1942 de « garder quelque poudre sèche ». Les tâches qui vont s'imposer durant l'hiver qui vient, très différent des précédents, montrent la sagesse de leur calcul.

La production ne chôme pas. Pour l'assurer, le Reich fait venir un bon nombre de travailleurs des territoires occupés de l'Est. Le Gauleiter Sauckel, directeur général de la main-d'œuvre du Reich, a examiné le problème que pose l'envoi de ces travailleurs. Au cours de son allocution, il a déclaré que l'emploi de gens qui pendant vingt ans ont été soumis à l'éducation bolchéviste, n'était pas sans danger. « Toutefois, on peut considérer que la plupart des ouvriers des territoires de l'Est se sont, de façon générale, bien conduits ».

M. Hierl, chef du service du travail allemand, a déclaré de son côté le 15 décembre que le grand organisme dont il a la charge devait « assumer en temps de guerre les tâches d'une véritable école sociale et politique et que tous les jeunes Allemands sans aucune exception y seraient incorporés pour y être éduqués corporellement, moralement et spirituellement ».

Danemark. — Le nouveau gouvernement, présidé par M. Scavenius, qui a pris le portefeuille des Affaires Etrangères est, comme le précédent, un gouvernement de coalition où sont représentés tous les anciens partis. Ce sont des raisons de politique extérieure qui ont amené le changement de Cabinet. Dans sa déclaration ministérielle, le Président du Conseil a déclaré qu'il s'imposerait comme tâche essentielle de « consolider et de renforcer les bonnes et amicales relations du Danemark et de l'Allemagne en une collaboration mutuelle et confiante, dans le vœu de possibilités nouvelles de développement d'échanges profitables entre les Danois et les Allemands ». Et l'on estime à Berlin que cet événement ouvre un nouveau chapitre dans l'effort de collaboration entre les deux pays. Le Parlement a accordé les pleins pouvoirs au nouveau gouvernement, en réservant le droit de veto du roi Christian.

ANGLETERRE. — Le dimanche 29 novembre au soir, M. Churchill a prononcé un discours radiodiffusé. Après avoir passé en revue les récents événements, le Premier Ministre a recommandé à ses auditeurs de ne pas se laisser entraîner par les belles apparences de la fortune. « Je ne connais rien qui se soit produit jusqu'à présent pouvant justifier l'espoir que la guerre ne sera pas longue et que des années amères et sanglantes ne sont pas devant nous ». Il a ajouté : « Rappelez-vous que la guerre sous-marine ne diminue pas, mais qu'elle s'accroît et que peut-être elle sera pire avant d'être meilleure ».

A l'usage de ses auditeurs américains, M. Churchill a déclaré en terminant : « Il se peut très bien que la guerre en Europe finisse avant la guerre en Asie. Il se peut que l'Altlantique soit calme tandis que dans le Pacifique la tornade atteindra son point culminant. Si les événements prenaient une telle tournure, nous porterions toutes nos forces de l'autre côté du monde ».

En raison de l'ampleur des batailles à venir, M. Bevin, ministre de l'Economie Nationale, a dit clairement qu'il faudrait

renoncer à toute idée d'exception absolue du service militaire. Par 267 voix contre 5, les Communes ont voté une loi qui ordonne l'inscription des jeunes gens avant leur dix-huitième année, afin que l'appel pour le service militaire puisse avoir lieu dès qu'ils atteindraient dix-huit ans. Le ministre a déclaré : « Il n'est pas question d'envoyer ces jeunes gens outre-mer avant 19 ans, mais 12 mois d'entraînement ne sont pas trop longs pour les durs combats en perspective ».

La mobilisation de la population anglaise pour l'armée ou pour le travail est maintenant très avancée. La conscription en vue du service militaire s'applique à tous les hommes de 18 à 45 ans, et aux femmes célibataires de 20 à 30 ans ; parmi celles-ci, seules les jeunes filles de 21 à 24 ans ont été en fait mobilisées. Quant à l'obligation de s'inscrire pour le service du travail, elle touche toutes les femmes de 18 à 45 ans : 6.500.000 d'entre elles sont occupées dans l'industrie et dans les emplois de tous genres, abstraction faite de celles qui remplissent des fonctions domestiques. 16 millions de personnes en tout étaient inscrites en fin juin en vue du service militaire ou du service du travail. Entre 14 et 17 ans, 77,5 % des garçons et 67,5 % des filles exécutaient un travail de guerre.

Si l'effort actuel absorbe toutes les énergies, il n'empêche pas l'opinion anglaise de s'intéresser aux projets de reconstruction de l'Europe. Plusieurs déclarations ont été faites récemment à ce sujet. Au cours de son séjour à Londres, le maréchal Smuts, dont on n'a pas oublié le rôle à côté de Wilson dans l'élaboration du traité de Versailles, a eu l'occasion d'exposer ses vues. Le président du Conseil de l'Afrique du Sud estime que la Société des Nations a échoué pour avoir poursuivi des buts trop étendus et trop élevés. Il garde sa foi dans l'idéal que représente l'organisme de Genève, mais conçoit la sécurité du monde entier à l'abri d'agressions militaires comme une tâche spéciale qui, en fait, au moins pour un temps assez long, sera réservée aux nations unies.

Dans un sens analogue, M. Eden préconise la création d'une organisation internationale qui comprendrait les représentants de toutes les puissances qui désirent maintenir la paix et aurait derrière elle la force nécessaire pour imposer ses décisions. Il a déclaré que le maintien de la paix après la guerre dépendrait d'une coopération étroite en particulier avec les Etats-Unis. Au

sujet de l'U. R. S. S., M. Eden a dit : « Je suis depuis longtemps d'avis qu'il n'y a aucune raison de conflit d'intérêts entre le gouvernement soviétique et nous-mêmes. Il existe certaines personnes peu nombreuses qui pensent que le régime communiste rend toute coopération de longue haleine impossible. Je n'approuve pas cette vue ».

On est généralement d'avis que la reconstruction du monde devra comporter un plan économique de grande envergure. Beaucoup pensent qu'une autorité internationale devrait recevoir la charge d'assurer à tous le libre accès aux matières premières et aux marchés internationaux.

Dans le domaine social, le plan de Sir William Beveridge a été très commenté. Il tend « à supprimer le besoin en s'assurant que chaque citoyen disposé à servir aura en tout temps un revenu suffisant pour faire face à ses responsabilités ». Il organise un vaste système d'assurances sociales, qui reprend et étend considérablement le système existant en vue d'établir pour tous un minimum de sécurité sociale au-dessus duquel la prospérité pourra croître.

Opérations d'Afrique du Nord. — Au cours de son discours du 29 novembre, M. Churchill a déclaré que les deux flottes qui ont participé à l'attaque de l'Afrique du Nord sont sous les ordres de l'amiral anglais Cunningham, placé lui-même sous le commandement en chef du généralissime américain Eisenhower, qui dirige toutes les forces de terre. M. Churchill a insisté sur les difficultés du transport en secret et du débarquement de plusieurs centaines de milliers d'hommes avec leur matériel lourd en douze points différents. Il n'a pas caché les pertes subies : « Pour chaque transport ou bateau de ravitaillement que nous perdîmes, un sous-marin fut coulé ou sérieusement endommagé ».

Ce n'est pas non plus sans pertes que la VIII[e] Armée a franchi les 850 kilomètres qui séparent El-Alamein de la frontière tripolitaine. Le maréchal Rommel a réussi à arrêter pendant plus de quinze jours la progression des troupes anglaises qui a maintenant repris.

Egypte. — Les événements n'ont pas modifié notablement la politique égyptienne. Le Président du Conseil a déclaré récemment : « Je ne manque pas de saisir toutes les occasions qui se présentent pour renforcer les liens d'amitié qui unissent l'Egypte

à la Grande-Bretagne et aux autres démocraties ». Le 20 novembre, ouvrant la nouvelle session du Parlement égyptien en présence du roi Farouk, Nahas Pacha a révélé qu'il avait demandé à la Grande-Bretagne d'accorder à l'Egypte l'égalité des droits à la fin des hostilités et que les Britanniques avaient accepté de patronner la représentation égyptienne à la Conférence de la paix.

Iran. — La passivité où se maintiennent la plupart des nations musulmanes devant les bouleversements qui se produisent chez elles ou à leurs portes, s'est quelque peu démentie en Iran devant les difficultés du ravitaillement et les empiètements des puissances occupantes. A Téhéran, des émeutes provoquées par la famine ont nécessité des déplacements de troupes anglaises. On apprend en même temps qu'une nouvelle voie relie désormais l'Irak aux Indes à travers l'Iran.

Inde. — La situation ne s'est pas sensiblement modifiée depuis l'arrestation dramatique, au mois d'août, des leaders du Congrès. Il faut voir un signe des difficultés que rencontre la politique britannique, dans le fait que Lord Linlithgow a été prié de continuer à remplir ses fonctions de vice-roi jusqu'en octobre 1943. Aucun des candidats désignés par l'opinion ne s'est soucié d'entrer dans le guêpier où Sir Stafford Cripps s'est laissé si imprudemment engager il y a quelques mois. Malgré les efforts de M. Rajagopalachari, aucun terrain de négociation n'a encore été trouvé entre les trois parties en litige : Anglais, Hindous et Musulmans.

Les milieux officiels de New Delhi se sont montrés satisfaits de la nomination de M. Philipps, membre du service des Affaires Etrangères des Etats-Unis, au poste de représentant de M. Roosevelt aux Indes. Le diplomate américain, qui se défend d'apporter avec lui un plan ou une formule visant à résoudre le problème des Indes, a déclaré qu'il avait l'intention de parcourir le pays en tout sens afin de rencontrer les chefs de tous les groupes et de toutes les confessions. Sa mission sera permanente.

Il est certain qu'un mouvement se fait jour aux Etats-Unis en faveur d'une solution prompte et radicale du problème qui met en jeu les intérêts communs de toutes les nations unies. Les déclarations de M. Willkie, au retour de son voyage d'exploration, ont puissamment contribué à créer cet état d'esprit. Il est non moins certain que les vues réalistes et modernes de l'homme d'Etat américain ne sont pas encore partagées par l'opinion

anglaise. Celle-ci se refuse d'ailleurs à admettre que le problème soit international, et considère qu'il appartient toujours au seul Parlement britannique. A Londres la préoccupation dominante est de conserver à tout prix le contrôle d'un immense et riche territoire. Pour les Etats-Unis, le problème de l'Inde fait partie d'un problème idéologique beaucoup plus vaste, celui de la liberté des peuples : il est de plus lié à la question du Pacifique : il s'agit de faire échec aux projets nippons et l'enjeu justifie tous les sacrifices. Divergentes dans leurs visées, les deux politiques le sont aussi dans leurs méthodes : tandis que les Britanniques continuent à s'appuyer sur la puissante minorité musulmane, dont les tendances particularistes les sert et dont la révolte risquerait de leur aliéner tout le monde de l'Islam jusqu'à l'Egypte, les Américains ont au contraire pris immédiatement contact avec les leaders du Congrès panhindou, appuyant leurs revendications, même en ce qu'elles avaient d'incompatible avec les exigences des Musulmans.

Le problème militaire semble sur le point de passer au premier plan. Le général Wavell a lu le 8 décembre à la radio un message de M. Churchill qui déclarait notamment : « Les puissantes forces concentrées aux Indes sont destinées à jouer un grand rôle avant la fin des hostilités, dans l'achèvement de la défaite de nos ennemis. Notre tâche aujourd'hui est la défense jusqu'à ce que le jour soit venu où vous pourrez attaquer ». Ce jour est-il arrivé ? La frontière birmane vient d'être franchie par les forces alliées en direction d'Akyab. Les Nippons, qui ont amené des troupes, n'ont pas encore réagi.

BULGARIE. — Au cours des débats où le Sobranié a approuvé à l'unanimité la réponse au discours du Trône, M. Filov a affirmé de nouveau que la politique extérieure de son pays restait conformément aux déclarations du roi Boris, « basée sur la collaboration sincère et l'amitié avec les puissances de l'Axe et leurs alliés ». La présence des forces allemandes et les concessions territoriales que son accord avec les puissances de l'Axe lui a values de la part de la Roumanie, de la Grèce et de la Serbie, ne peuvent que confirmer la Bulgarie dans la ligne de cette politique. Sans s'engager dans une action contre la Russie à laquelle l'opinion ne semble pas favorable, la Bulgarie satisfaite d'avoir presque entièrement réalisé ses visées nationales, « est

prête, suivant les paroles de M. Filov, à lutter pour parfaire cette réalisation ». Une certaine tension s'est manifestée entre Sofia et Ankara, mais rien n'autorise à penser que la Bulgarie se dispose à entrer dans le conflit.

ESPAGNE. — Les élections du 2 novembre aux « Cortès », dont le général Franco avait annoncé le rétablissement le 18 juillet dernier, marquent une date dans l'histoire de la nouvelle Espagne. Il s'agissait pour les municipalités d'une part, et pour les syndicats d'autre part, d'élire dans leur sein les « procureurs » chargés de les représenter dans l'assemblée à côté des délégués désignés par leur office ou par le choix du gouvernement.

L'Assemblée n'a pas pour but d'entériner purement et simplement les décisions gouvernementales : elle jouit d'un véritable pouvoir législatif. D'après un communiqué officieux, le général Franco a pensé que le moment était venu d'établir en fait « une auto-limitation de l'Etat », en encadrant celui-ci dans des institutions qui lui permettront d'associer à ses objectifs « les éléments constitutifs de la communauté nationale ».

D'après le journal phalangiste « Arriba » cette création signifie la fin du monopole de la Phalange comme parti unique. Ses pouvoirs venant à expiration, le Conseil National du parti a été renouvelé.

Inaugurant solennellement la session de ce troisième Conseil National de la Phalange, le 8 décembre, en la fête de l'Immaculée Conception, le Caudillo a reçu, en présence des représentants du parti national-socialiste et du parti fasciste, le serment des membres nouvellement désignés de la Junte politique. « Au nom de Dieu, je jure de servir avec loyauté l'Espagne, la Phalange, le Caudillo, chef suprême de l'Etat et du mouvement. Je jure fidélité aux principes fondamentaux de l'Etat et de la Révolution espagnole ». A chacun, le général Franco a répondu : « Si vous le faites, que Dieu vous en récompense. Si vous ne le faites pas, qu'il vous en demande compte ». Il a ensuite prononcé un important discours.

« Nous n'appartenons pas, a-t-il dit, à un autre monde que l'européen, encore que nous possédions notre caractère propre et des réserves de spiritualité susceptibles de l'étonner. Les événements nous démontrent que nous assistons à la fin d'une époque et au commencement d'une autre. Le monde libéral succombe, victime de ses propres er-

reurs, et avec lui s'écroulent l'impérialisme commercial, le capitalisme financier et ses millions de chômeurs. »

Après avoir exposé brièvement l'évolution et les buts des mouvements national-socialiste et fasciste, il a conclu : « Il ne s'agit pas là de mouvements particuliers, mais d'un vaste mouvement général des masses civilisées du monde. Il s'est formé une conscience nouvelle, juvénile, dynamique ».

Montrant ensuite l'originalité de la révolution espagnole, il a déclaré :

« Notre solution fond le social et le national sous le signe du spirituel... Les destins historiques de notre époque se réaliseront, ou bien, suivant la formule barbare du totalitarisme bolchevique, ou bien suivant la formule patriotique et spirituelle qu'offre l'Espagne, ou bien suivant quelque autre formule que présentent les peuples fascistes. C'est pourquoi ils se trompent, ceux qui rêvent de l'établissement à l'ouest de l'Europe d'un système démo-libéral proche du communisme russe. Ils errent ceux qui spéculent sur des paix libérales ou sur des solutions bourgeoises. »

Sur la restauration monarchique, le Caudillo s'est exprimé en ces termes :

« Vous savez fort bien que le régime n'a pas fait obstacle à ce que, le jour où le demandera l'intérêt de l'Espagne, nous instaurions le système traditionnel qui, à travers l'histoire, lui a donné la continuité et la gloire. Bien entendu, tout doit être subordonné à la Révolution Nationale... Nous savons qu'en nous est la vie et hors de nous la mort de l'Espagne. »

La visite officielle que le général Jordana, ministre des Affaires Etrangères, a faite à Lisbonne le 19 décembre et l'entrevue qu'il a eue avec Salazar, coïncidant avec la venue du duc d'Albe, ambassadeur d'Espagne à Londres, en manifestant davantage l'accord entre les deux peuples de la péninsule, confirment la prise de position du Caudillo. Dans leurs allocutions, les deux hommes d'Etat ont affirmé pour la première fois que l'Espagne et le Portugal ont décidé de former en commun un « Bloc ibérique ».

La politique espagnole ne pouvait rester indifférente aux événements militaires d'Afrique du Nord. Pour parer à toute éventualité, le général Franco a décrété la mobilisation partielle des soldats et officiers en disponibilité des classes 1938, 1939, 1940 et 1941. Les opérations se sont déroulées « dans un enthou-

siasme discipliné ». Une autre mesure prévoit que la mobilisation de certaines industries pourra avoir lieu dès le temps de paix.

ITALIE. — Rompant un silence de dix-huit mois, le Duce a défini la position de l'Italie dans un grand discours prononcé le 3 décembre devant les Commissions législatives de la Chambre des Faisceaux et des Corporations réunies en séance plénière.

« La guerre actuelle, déclara-t-il, a pris des proportions immenses. Elle s'est considérablement étendue dans l'espace et, naturellement par voie de conséquence, elle s'est allongée dans le temps. L'Italie est entrée dans le trentième mois de guerre. »

Après avoir passé en revue l'ensemble des fronts et les derniers événements, le Duce a donné quelques chiffres au sujet des derniers bombardements de l'Italie du Nord :

« Le nombre total des tués a été de 1.886. Les pertes totales des armées de terre, de mer et de l'air se sont élevées, depuis le début de la guerre, à 40.219 tués, 80.749 blessés et 232.778 prisonniers. Il y a 73.219 prisonniers de toutes nations en Italie, dont 41.522 originaires du Royaume-Uni. »

Le Duce en vient alors au but de son discours qui est de répondre à M. Churchill. Les graves menaces qu'a proférées le Premier britannique doivent être « absolument prises au sérieux, car si l'on dépouille les Anglais de leurs smokings, il ne reste plus que le barbare auquel César, il y a deux millénaires, a mis le pied sur la nuque ».

Au sujet des relations avec la France, M. Mussolini affirme que l'Italie ne pouvait pas rester neutre. La déclaration de guerre de l'Italie n'a pas été « un coup de poignard dans le dos », elle était prévue pour le 5 juin et c'est le Haut Commandement allemand qui l'a fait ajourner au 10 juin pour des raisons techniques ; personne ne pensait alors que l'effondrement de la France viendrait si vite.

Sur la situation intérieure de l'Italie, M. Mussolini déclare faux tout ce qu'on a raconté à ce sujet. « Il ne s'est pas produit une seule démonstration contre la guerre ». « Nous ne permettons à personne de douter de l'héroïsme du soldat italien ou de le mépriser ». Et il conclut : « Il nous faut combattre pour que le sacrifice de nos morts n'ait pas été vain. Nos morts nous commandent de lutter jusqu'à la victoire finale. Nous obéirons ».

Les correspondants italiens des journaux allemands souli-

gnent la solidité morale du « front intérieur ». « Il apparaît de plus en plus, écrit la Frankfurter Zeitung à la date du 29 novembre qu'une part essentielle, peut-être la part décisive du plan ennemi, est fondée sur l'effet de choc que Roosevelt et Churchill espéraient par leur entreprise obtenir en Italie ». Leur calcul a été déjoué.

« A entendre les excitateurs anglais, continue le même journal, les troupes allemandes en Afrique, en Sicile et ailleurs ne seraient pas des compagnons de lutte désirés par ceux-ci mais des « occupants ». De quelles sottises et de quelles calomnies grossières le peuple italien n'a-t-il pas été submergé... L'Italien est très sensible et, par suite aussi, très émotif. Sa membrane réceptive est extrêmement sensible, l'Italien ayant l'esprit éveillé et très clair. Il en résulte souvent certaines fluctuations de sentiments et d'opinions, mais elles sont équilibrées par une intelligence nette, par la générosité du jugement et par une fermeté au fond très robuste. L'Italien n'a pas le sang de poisson des Britanniques, mais l'expérience dira si, en fait d'esprit de sacrifice et d'endurance, il n'est pas, au fond, au moins à la hauteur de tout Britannique, et même s'il ne va pas jusqu'à le dépasser, grâce à l'absence de besoins qui caractérisent le peuple italien. »

Les mêmes correspondants annoncent que, le moment venu, la réaction de l'Axe sera terrible. Ils citent à l'appui de leur affirmation le livre récemment publié par le ministre de l'Intérieur britannique rappelant qu'en automne 1940, la population anglaise a eu 43.667 morts du fait des attaques aériennes allemandes. Les journalistes soulignent que les attaques de la Luftwafe était dirigées contre des objectifs militaires, mais en raison de l'enchevêtrement de ceux-ci avec les habitations civiles, il était inévitable que les habitants subissent des pertes.

La cohésion morale du peuple s'est encore manifestée à l'occasion de la mobilisation des Italiens de Tunisie :

« C'est un nombre considérable d'enfants de la grande Italie, dit une note publiée par tous les journaux, qui voient ainsi apaisé leur ardent désir de consacrer leurs bras à la défense de la patrie, de contribuer, de toutes leurs meilleures énergies, à la victoire de l'Axe. A nos vaillants compatriotes, va le salut du pays tout entier. »

Dans leurs usines, les ouvriers participent activement à l'effort commun : les mesures de mobilisation civile de l'industrie ont été considérablement étendues. Elles atteignent aujourd'hui tous les citoyens des deux sexes non appelés sous les armes, mais employés dans les travaux des entreprises industrielles et des

entreprises ayant des affinités avec elles : les hommes de 14 à 70 ans, les femmes de 14 à 60 ans, soit 6 millions de personnes.

PORTUGAL. — Les élections à l'Assemblée Nationale ont eu lieu le 1er novembre. « Elles ont été une éloquente démonstration de civisme et d'unité nationale donnée au monde par le peuple portugais », a déclaré le ministre de l'Intérieur.

Fixée par la loi de 1934, la procédure de l'élection a un caractère plébiscitaire. Le pays forme une circonscription électorale unique. Les listes électorales doivent comprendre 90 candidats. Au moment du vote, les électeurs peuvent rayer des noms sur la liste de leur choix, mais ils ne peuvent pas remplacer les candidats ainsi exclus. Sont considérés élus tous les candidats inscrits dans la liste qui a recueilli le plus de suffrages, à condition d'avoir obtenu 10 % des voix attribuées à cette liste.

L'Assemblée Nationale a, au même titre que le gouvernement, l'initiative de la loi. Elle ne peut cependant proposer une mesure qui accroîtrait les dépenses de l'Etat ou réduirait ses ressources. Le Président de la République ne peut pas refuser une loi votée à la majorité des 2/3.

On peut considérer comme reflétant les idées dominantes relativement à l'avenir de l'Europe, la conférence, largement diffusée, où le célèbre écrivain Auguste de Castro a développé ses vues sur « le monde de demain ».

« Tous les belligérants sont d'accord sur un point : ils reconnaissent que le monde d'avant le conflit s'est effondré et qu'il est impossible de le ressusciter. Que ce soit du point de vue économique ou du point de vue politique, les normes que nous avions imposées à la civilisation d'hier ont été profondément bouleversées par les convulsions auxquelles nous assistons : rapports entre le capital et le travail, organisation des classes et du pouvoir, répartition des richesses, régime des frontières, tout a souffert des remous d'une guerre qui est une extraordinaire révolution internationale mettant en jeu les idées, les systèmes et les races.

« Ce serait une grave erreur que de considérer une paix allemande, une paix russe, une paix anglo-saxonne ou une paix américaine. Serait également absurde une paix fondée, non sur l'égalité entre les Etats, mais sur une hiérarchie des Etats imposée par la force. Serait tout aussi absurde une paix idéologique basée sur un système de fédérations plus ou moins vastes de nations et d'intérêts. La paix de l'Europe, quel que soit le vainqueur, devra être une paix européenne et strictement européenne, ou elle ne sera pas. Ceci signifie qu'il faudra

qu'elle soit fondée sur la solidarité européenne. Cette solidarité ne pourra exister que dans la reconnaissance de la « pluralité européenne ». La reconstruction de l'Europe ne peut être l'objet d'une solution internationale, mais simplement d'un concours de solutions nationales.

« Mais si, pour être véritablement stable, la paix doit être nationale, il est permis d'admettre et de prévoir qu'un principe universel devra l'inspirer et la diriger. Ce principe universel, seul l'idéal chrétien peut le fournir aux hommes. »

On signale quelques cas de « paralysation du travail » : les ouvriers des ateliers de la Cie des Chemins de Fer de Lisbonne, le personnel de la Cie des Téléphones, puis les travailleurs des usines de la Cie Nationale de Navigation et de quelques autres entreprises se sont mis en grève. Le gouvernement a déclaré : « Pour la défense du principe d'autorité, de la normalité de la vie nationale, des intérêts supérieurs de l'économie dont ceux de la classe ouvrière ne sauraient être séparés, le gouvernement est disposé à réprimer avec la plus grande énergie des actes, qui, comme ceux dont il s'agit, ne visent qu'à troubler la vie normale et la discipline sociale ».

TURQUIE. — L'attention des observateurs politiques a été une fois de plus ramenée sur la situation particulière de la Turquie.

Parlant le 1er novembre devant la grande Assemblée Nationale d'Ankara, le président Ismet Inonu n'a pas caché que son pays se trouvait « plus rapproché aujourd'hui de la guerre mondiale qu'il ne l'ait jamais été depuis qu'elle a éclaté ». Aussi a-t-il pris soin d'affirmer et de définir lui-même la position de neutralité de la Turquie. « Notre politique, qui repose sur une compréhension et une amitié sincère avec les deux parties, n'est plus en cours de développement, elle a atteint sa maturité ».

Il a ajouté :

« On pourrait dire qu'à la suite du développement pris jusqu'à ce jour par la guerre qui couvre tout le globe terrestre, on commence à comprendre qu'une institution politique s'appuyant sur la domination d'une seule partie ne pourrait ni être maintenue ni être établie. La possibilité pour toutes les nations, grandes ou petites, de vivre dignes et indépendantes, sera reconnue. De l'adoption, même après des luttes cruelles, de cet idéal qui fut toujours le principe essentiel de notre politique internationale, nous ressentirons une grande joie. »

Abordant ensuite les questions de politique intérieure, le président a dévoilé franchement la situation :

« Un vent de désarroi et de souffrance morale souffle aujourd'hui sur notre patrie, jetant le trouble et l'ombre sur nos forces réelles et sur notre solide situation. Cet état de chose montre une nation comme si elle était malade et faible. Or les peuples à constitution maladive attirent rapidement sur eux les périls extérieurs. »

Les graves paroles du chef de l'Etat révèlent un malaise intérieur assez sérieux. L'augmentation incessante du prix de la vie, accentuée par une clique de spéculateurs qui « pillent la nation en prenant pour prétexte la liberté du commerce et les activités économiques », a causé un mécontentement qu'ont exploité « les quelques politiciens qui considèrent les difficultés actuelles comme une belle occasion pour assouvir leurs passions politiques et dont on ignore pour le compte de quelle nation étrangère ils opèrent ».

Si le chef de l'Etat a jugé nécessaire de signaler lui-même le péril, il a annoncé des mesures radicales pour le conjurer. D'une part, un prélèvement sera opéré d'un seul coup sur la fortune de quelque 2.500 personnes dans les 5 jours qui suivront la publication par les journaux de leurs noms et du montant de leur participation. On estime que cet impôt rapportera 250 millions de livres turques. D'autre part, les citoyens ayant des appointements fixes, particulièrement atteints par la hausse du coût de la vie, c'est-à-dire les fonctionnaires, les pensionnés, les employés et les ouvriers, bénéficieront d'une augmentation de leurs traitements. L'Etat viendra de plus en aide à 2 millions de nécessiteux. Le contrôle des prix doit rendre les denrées indispensables accessibles aux plus pauvres.

M. Saradjoglou a montré la signification de ces mesures économiques. « Nos conceptions, a dit le Président du Conseil, ne sont ni celles d'Adam Smith, ni celles de Karl Marx ; nous sommes les enfants d'une patrie dont les doctrines sont étatistes et populistes ».

Tandis que le gouvernement cherchait ainsi à assurer la cohésion interne du pays dans la passe difficile qu'il traverse, les derniers événements en Méditerranée étaient l'origine d'une activité diplomatique accrue. M. Steinhardt, ambassadeur des Etats-Unis, a été rappelé à Washington en vue d'y recevoir des instructions et des pouvoirs extraordinaires. Son collègue,

M. Knatchdull Hughessen, ambassadeur de Grande-Bretagne, est allé lui aussi conférer avec son gouvernement. Le diplomate britannique a été un des négociateurs des récents accords anglo-soviétiques à Moscou, et il a fait de fréquents voyages au Caire pour y rencontrer le ministre d'Etat délégué au Cabinet de guerre anglais dans le Moyen-Orient. Pendant ce temps, M. Vinogradov, ambassadeur de l'U. R. S. S., rentrait de Moscou, et était aussitôt reçu par M. Saradjoglou, avec lequel il s'est entretenu de l'évolution récente de la situation et de la révision du procès des auteurs de l'attentat contre M. von Papen. Ce dernier a eu de son côté des entretiens avec le Président du Conseil, tandis que l'ambassadeur de Turquie à Berlin, M. Stafet Arikan, était attendu à Istamboul.

Les accords sur le chrome sont un exemple du difficile équilibre que le gouvernement cherche à maintenir entre les parties en conflit. Jusqu'au 15 janvier 1943, la Turquie était obligée par contrat de céder à la Grande-Bretagne la totalité de sa production du précieux métal. A partir de cette date, elle doit, en vertu de l'accord germano-turc de 1941, consentir à l'Allemagne la vente de 90.000 tonnes de chrome, dont 45.000 livrables avant mars. En échange, le Reich s'est engagé malgré ses besoins propres, à lui fournir une sérieuse quantité d'armes de toutes natures.

U. R. S. S. — L'hiver semble prendre en Russie une tournure différente de celui de l'an dernier. La température est notablement plus élevée, mais elle a des sautes incessantes, qui se traduisent sur le terrain par des alternatives de gel et de boue. Suivant les Münchner Neueste Nachrichten, cette situation « réclame de la part de la troupe et du commandement une capacité d'adaptation extraordinaire et elle impose aux hommes et au matériel des efforts inimaginables. Il faut cependant faire face à ces difficultés, attendu que les Bolcheviques n'ont jusqu'ici pas encore diminué leurs forces offensives, et qu'au contraire, toujours à de nouveaux endroits du front, ils essaient d'effectuer une percée ».

Caractérisées par l'importance des moyens mis en œuvre, les principales attaques russes se produisent dans la boucle du Don et, en direction du Sud, vers Rostov. Comme l'an dernier, le front a pris dans ces secteurs une allure assez tourmentée, mais les troupes de défense allemandes y semblent plus nombreuses.

A l'intérieur, l'U. R. S. S. est obligée de faire face à des difficultés considérables par suite de la perte d'immenses territoires. C'est ainsi qu'il a fallu construire un nouveau chemin de fer stratégique qui, reliant directement Wologda à Mourmansk, permet de se passer éventuellement de la ligne menacée par les Finlandais le long du lac Ladoga, tout en évitant le coude d'Arkangelsk.

ASIE

JAPON. — Au cours du mois de novembre s'est déroulée la troisième bataille navale des îles Salomon. L'enjeu en était cette fois encore l'île Guadalcanar que des fusiliers-marins américains défendent contre des forces de terre japonaises. Tout l'archipel constitue pour les deux parties une position stratégique de grande valeur par les bases navales et aériennes qu'il leur offre. S'échelonnant du nord à l'est du continent australien, à une distance moyenne de 1.500 kilomètres et sur 4.000 kilomètres de longueur, il constitue, suivant le cas, un rideau défensif ou une base de départ de premier ordre. Il coupe d'autre part la route la plus directe de Sydney aux îles Hawaï. On comprend que les deux belligérants s'accrochent à ces îles et consentent de gros sacrifices de navires pour ravitailler et renforcer leurs troupes de débarquement. La partie est serrée et les pertes sérieuses de part et d'autre. Il est à remarquer qu'aucun porte-avions n'est intervenu dans la troisième bataille des Salomon. Ni les Américains ni les Japonais qui ont perdu respectivement 5 et 6 navires de ce type, ne semblent vouloir exposer les quelques unités qui leur restent.

La grande péninsule sud-est de la Nouvelle-Guinée a une valeur stratégique de même nature que celle de l'archipel Salomon, en devanture par rapport au continent australien. A la suite de la prise de Buna et de Gona, les troupes alliées l'occupent presque tout entière, mais de nouveaux débarquements nippons s'y sont opérés.

La constitution définitive du nouveau ministère de la Grande Asie montre que, tout en poursuivant la lutte, le Japon ne perd pas de vue, dans les territoires conquis, l'organisation économique qui lui est nécessaire pour continuer la lutte.

Le rédacteur en chef du journal « Osaka Mainichi » donne

des renseignements sur la mise en valeur du grand espace asiatique. Elle s'inspire d'un double principe : assurer la puissance militaire du Japon et établir un volume de production suffisant pour garantir l'existence des habitants de cet espace.

Le premier problème à résoudre est celui des productions excédentaires : du fait de la fermeture des marchés américains et anglais, il y a surabondance de caoutchouc, d'étain, de sucre et de bauxite. Un bouleversement de toute l'économie des pays du sud sera nécessaire. La production de caoutchouc par exemple devra être réduite de 70 %.

D'autres produits très importants sont au contraire en déficit. Le pétrole vient en tête. La tâche la plus urgente sera de reconstruire les installations pétrolières détruites et d'intensifier les sondages. Le fer est abondant, mais les gisements de Chine, du Mandchoukouo, de l'Indochine, de la Thaïlande et de Malaisie qui n'intéressaient pas la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, sont encore mal exploités. Cuivre, manganèse, chrome, nickel pourront être également recherchés en vue d'affranchir l'industrie japonaise de la production américaine. La culture du coton devra aussi être poussée.

Pour le reste, la mise en valeur de la Grande Asie Orientale est liée à une question de transport. Il y a, par exemple, pénurie de riz en Chine occupée et excédent en Thaïlande. 12 millions de tonnes de marchandises attendent du tonnage. C'est là un problème ardu dont la solution demandera de longues années.

L'activité diplomatique japonaise a été intense en Europe. Tous les chefs de mission accrédités dans les capitales européennes se sont réunis pour la première fois à Berlin. L'ambassadeur Korikiri, qui abandonne son poste de Rome, assumera une mission permanente d'observation et de liaison entre les représentants nippons dans les différents pays d'Europe.

AMÉRIQUE

ETATS-UNIS. — La complexité des problèmes que doivent résoudre les Etats-Unis, au moment où leur effort industriel est près d'atteindre son maximum et où leurs armées commencent à s'engager sur de multiples fronts, augmente sans cesse. C'est le général Marshall qui tient dans sa main la double organisation de guerre, militaire et industrielle, de la nation.

Ce qui caractérise les forces armées américaines, c'est leur extrême dispersion. Le sous-secrétariat d'Etat américain au Ministère de la Guerre a annoncé qu'en fin septembre, les 600.000 hommes qui se trouvaient hors du territoire, étaient répartis entre les pays suivants : Angleterre et Islande, Pacifique Sud-ouest, Moyen-Orient, autres contrées d'Afrique, Extrême-Orient, Inde Occidentale, Hawaï et Alaska. Le nombre des soldats qui ont été transportés au-delà des mers atteint présentement 1 million. Près de 1.000 ont été perdus pendant le transport. Le nombre total des hommes tués, blessés ou faits prisonniers s'élève à 58.307 dont 35.678 pour les forces de terre.

Quant à l'industrie de guerre, l'accélération de son rythme rencontre des obstacles de plus en plus nombreux. Durant la semaine du 6 au 13 décembre, les chantiers navals se sont heurtés à des difficultés presque insurmontables pour lancer les 52 navires qui leur étaient demandés, parmi lesquels 32 navires de guerre, dont 2 porte-avions et 1 cuirassé de 52.000 tonnes. Les 8.200.000 tonnes de bateaux marchands qui ont été construits en 1942 ne compensent pas le tonnage coulé pendant le même laps de temps suivant les communiqués allemands.

Le problème de la main-d'œuvre n'est pas moins grave que celui des matières premières. L'armée de l'air occupe 2 millions de soldats, et la production aéronautique un nombre semblable d'ouvriers. La tâche de M. Macnutt, que M. Roosevelt a récemment nommé au poste de direction du Potentiel humain, civil et militaire, sera des plus difficiles : on estime en effet que la seule production de guerre occupe 17 millions d'hommes.

Mais le problème qui domine tous les autres en gravité est celui du transport. La Russie, qui reçoit 21 % des exportations prêt ou bail, le reste allant pour moitié à l'Angleterre et au Moyen-Orient, se plaint de leur insuffisance, et M. Roosevelt reconnaît qu'une partie de ce qui lui a été expédié ne lui est pas parvenu. Les Etats-Unis envoient à leurs alliés 15 % environ de leur production de guerre et le 1/3 de leurs avions.

L'une des seules réalisations qui ne soit pas en retard sur le programme, est la route de l'Alaska. Longue de 2.600 kilomètres, elle a été inaugurée le 15 novembre.

RELATIONS ENTRE L'ESPAGNE, LE PORTUGAL ET L'AMÉRIQUE LATINE EN 1942

La politique des nations américaines, de l'Espagne et du Portugal a reçu le 7 décembre 1941, puis au cours de l'année 1942, enfin les 8 et 11 novembre 1942, des inflexions en rapport les unes avec les autres, qu'il est d'une grande importance d'analyser.

Espagne — Amérique Latine.

On sait assez que l'attaque de Pearl Harbour le 7 décembre 1941 a entraîné toutes les nations américaines à proclamer leur solidarité avec les Etats-Unis, solidarité marquée au moins par la reconnaissance des Etats-Unis comme non belligérants, par des mesures de police prises contre les adversaires des Etats-Unis et par la livraison exclusive aux Etats-Unis d'un grand nombre de matières utiles pour la poursuite de la guerre.

Cette solidarité politique panaméricaine ne pouvait pas ne pas avoir sa répercussion immédiate dans la péninsule ibérique. L'Espagne, notamment, imitant le geste fait par l'Italie en septembre 1939, qui devait être repris ultérieurement par la Hongrie et la Turquie, était passée en juin 1940 de la position classique de la neutralité à cette position jusqu'en ces temps inconnus de la non-belligérance ; elle avait affirmé sa solidarité avec les puissances de l'Axe dans leur lutte contre les Soviets, signé le pacte antikomintern et envoyé sur le front russe une légion antibolchevique ; elle avait en 1940 affirmé de vives sympathies pour le Reich, pour sa politique générale en Europe et pour ses conceptions qu'épousait la toute puissante « phalange » espagnole.

Lors du Congrès de Janeiro, l'Espagne se demande si le pana-

méricanisme ne demeurerait pas sur le domaine économique sans s'engager plus avant.

C'est alors qu'elle constate que les liens géographiques, idéologiques, politiques et économiques sont assez puissants entre les Etats-Unis et les autres nations américaines, pour que sur 22 nations américaines, 2 se trouvent en guerre (Etats-Unis et Canada), 2 seulement gardent leur neutralité (Argentine et Chili), 7 rompent les relations diplomatiques avec les puissances de l'Axe et 11 leur déclarent la guerre (1).

Ce fait était de la plus haute importance pour l'Espagne. Elle dut reconsidérer sa position internationale. Tous les régimes politiques espagnols se sont orientés vers un rapprochement entre la péninsule et les républiques hispano-américaines, plus particulièrement en se plaçant sur le terrain de la culture, de la langue et de la race. Le général Franco en a fait une des idées maîtresses de son gouvernement, a fait de « l'Hispanité » une sorte de mystique politique du régime (2) et en a souligné la conception impériale ; la phalange inscrivait dans son programme : « Avec les pays hispano-américains, nous tendons vers l'unification de la culture, des intérêts économiques et du pouvoir. L'Espagne invoque sa condition d'axe sipirituel du monde hispanique comme titre de prééminence dans les entreprises universelles ». Sa devise était : « Nous avons une volonté d'Empire ».

Si la politique espagnole continuait son évolution, l'Espagne allait se trouver, à l'égard de l'Amérique Latine, en opposition directe.

Déjà le général Franco avait, à l'automne de 1940, résisté à ceux qui l'engageaient à intervenir dans la direction Espagne-Gibraltar-Maroc-Atlantique du Sud. Si les sollicitations restèrent alors sans succès, on peut croire que, parmi les causes de cette retenue, se trouvait déjà le souci de ménager l'opinion du sud-amérique, qui redoutait qu'une expansion espagnole dans la direc-

(1) Sans d'ailleurs déclarer la guerre ou rompre les relations avec le Japon ; le Brésil, par exemple, a déclaré la guerre à l'Axe, mais n'a pas rompu avec le Japon.

(2) Si l'on veut se rendre compte de la « mystique » de l'hispanité, des origines et des raisons de cette politique, on peut se référer à l'étude de M. Pierre Jobit, « Espagne et Hispanité », « Revue des Deux-Mondes », 15 novembre 1942, p. 187-199. Cette sorte d'impérialisme intellectuel et volontaire qu'elle recouvre et qui commande les vues des dirigeants et penseurs espagnols se résume dans ce mot du grand propagateur de la doctrine dans sa forme nouvelle, M. Marcelino Menendez y Pelayo : « Un peuple nouveau peut tout improviser, sauf sa culture intellectuelle ».

tion de la côte africaine atlantique ne serve de passage à d'autres influences.

Mais la prise de position de l'Amérique Latine, au cours de l'année 1942, n'amena pas seulement une retenue dans une évolution esquissée, mais un changement de direction. En même temps, les réactions de l'opinion publique devenaient peu à peu inverses de celles ressenties en 1940. Enfin, dans la coalition des éléments blancs au pouvoir, des oppositions de plus en plus fortes se faisaient sentir à l'égard de la Phalange.

Cet ensemble de facteur amena l'Espagne à « casser sa pointe » pour ainsi dire. Si le général Franco voulait garder ce « Conseil de l'Hispanité » qu'il a créé en décembre 1940 pour collaborer avec les nations hispano-américaines, il devait ne pas se poser en antagoniste de leur politique. Aussi le voit-on accomplir au cours du second semestre de 1942 plusieurs actes symptomatiques : il reçoit le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, en lui adressant des assurances de collaboration ; son beau-frère, M. Serrano Suner, quitte le ministère des Affaires étrangères et la présidence de la Phalange ; le nouveau ministre des Affaires étrangères, le général Jordana, a déjà rempli ce poste et a témoigné alors de ses sympathies pour les nations voisines ; il se rapproche le plus qu'il peut du Portugal, pour affirmer la solidarité et l'indépendance des nations ibériques ; parmi ses partisans, les uns, — les phalangistes, — affirmaient leurs préférences pour un régime totalitaire, tandis que tous les autres préféraient un système autoritaire « à la manière de Salazar », que dominent les principes chrétiens et le respect de la personne humaine ; ce sont les idées de ces derniers qui semblent prévaloir ; si l'on considère dans l'ensemble cette évolution qui aboutit à l'automne de 1942 au départ de M. Suner, on peut dire que l'Espagne repasse de la position de belligérance à la position de neutralité.

Cette attitude nouvelle devait être affirmée, quand l'Espagne devient pays limitrophe entre les deux belligérants, les Etats-Unis qui débarquent en Afrique le 8 novembre et le Reich qui borde les Pyrénées le 11 novembre. Mais une neutralité désarmée est inefficace. Aussi le général Franco, pour la faire respecter, décide une mobilisation partielle le 20 novembre : 1.350.000 hommes seront sous les armes.

Espagne — Portugal — Brésil.

Ce n'est pas tout que d'adopter une attitude qui lui permette de maintenir ses relations amicales ou correctes avec le Reich, l'Amérique Latine et les Etats-Unis et de poursuivre une politique qui, sauf à l'égard de la Russie, s'apparente à celle observée par la Turquie. Il lui est aussi utile de rechercher des appuis, pour créer des solidarités. On ne saurait oublier que les îles espagnoles, — Baléares ou Canaris, — présentent une importance exceptionnelle dans les circonstances présentes. Quel rôle ne pourrait prendre les Baléares, comme dans le passé dans une lutte pour l'hégémonie en Méditerranée : cette histoire est inscrite à Port-Mahon.

L'Espagne veut les armer et les défendre ; mais elle désire aussi tisser des liens plus étroits avec deux nations qui souhaitent, comme elle-même, se maintenir hors du conflit armé, nous voulons dire : le Portugal et l'Argentine.

Quoique le Chili conserve jusqu'à ce jour une position analogue, son attitude est toute différente : son gouvernement dit de « front populaire » a rompu, à propos du droit d'asile, avec Madrid, et ses sympathies s'opposent avec force avec celles des partis au pouvoir en Espagne.

Avec l'Argentine et le Portugal, au contraire, des tendances sociales voisines facilitent les rapports ; mais ce sont des intérêts analogues de politique extérieure qui rapprochent en ce moment ces deux Etats de l'Espagne.

Le gouvernement du général Carmona et de M. Salazar s'efforce, comme celui du général Franco, d'empêcher que l'Etat soit entraîné dans la guerre, ou que ses territoires métropolitains ou coloniaux soient occupés, comme l'a déjà été Timor.

Ce que l'on appelle l'entente hispano-lusitanienne est à base négative ; elle est fondée sur un commun désir d'éviter la guerre, qui s'est traduit par un traité d'assistance et de consultation réciproque ; elle est établie non sur une attirance entre des peuples qui n'éprouvent pas une grande sympathie pour leur voisin, non sur l'histoire qui montre leurs rivalités et leurs luttes, plus que leur confraternité d'armes, non sur une psychologie nationale qui témoigne de réactions différentes, mais sur la sagesse et la raison ; le Portugal, plus faible, est plus jaloux par suite de son autonomie ; pour affirmer cette indépendance dans la péninsule,

il a signé jadis un accord avec la Grande-Bretagne et l'a toujours maintenu.

Ce traité aurait pu l'entraîner dans le camp anglais ; la défense de ses îles de l'Atlantique et de ses colonies africaines aurait pu avoir le même effet ; quand, en 1942, le Brésil est entré en guerre, la solidarité lusitanienne aurait pu jouer, Lisbonne cultivant avec amour des relations toujours faciles et confiantes avec Rio-de-Janeiro.

Mais entrer dans le conflit aux côtés des anglo-saxons, c'était alors risquer d'appeler la guerre dans la péninsule ibérique. C'est cette extrémité que le Président Salazar a voulu éviter à ce moment et c'est pour le maintien d'une neutralité effective que les deux Etats s'entendent.

Argentine — Espagne.

Le rapprochement de l'Espagne et de l'Argentine est fondé aussi sur ce désir de conserver la neutralité. Mais l'Argentine n'a pas à redouter que la sienne soit actuellement violée par les armes. Ce sont d'autres conceptions qui déterminent leur commune attitude. Chacune des deux nations prend aisément ombrage des facteurs qui voudraient l'influencer et la traîner dans son sillage ; l'une et l'autre cherchent donc tout à la fois à maintenir les grandes lignes de leur politique extérieure et à en garder la pleine et effective liberté d'action, l'une en Europe, l'autre en Amérique, sans se sentir trop étroitement liée et surtout sans vouloir se laisser entraîner par les pactes qu'elles ont signés, pacte de Rio de Janeiro ou pacte anti-komintern. Pour conserver cette position délicate d'équilibre, elles s'étayent l'une sur l'autre : ententes économiques, célébration de la fête de la race, déclarations amicales, tout concourt à ce dessein.

Le général Franco envoie au Président Castillo le collier de l'ordre d'Isabelle la Catholique et ce dernier, en le recevant le 22 novembre 1942, déclare à l'ambassadeur d'Espagne : « Tout ce qui concerne l'Espagne intéresse au plus haut point l'Argentine », et il ajoute cette phrase significative : « La République argentine maintiendra également ses relations d'amitié avec tous les pays qui respectent sa souveraineté et son intégrité territoriale, *malgré toutes les difficultés pouvant provenir de sa situation géographique* ».

Ces derniers mots prennent toute leur portée, si on les relie aux incidents récents ; c'est en octobre en effet qu'a été soulevé le différend argentino-américain, né du discours de M. Sumner Welles d'octobre ; s'adressant à un public d'hommes d'affaires et d'économistes, il exposait ses vues sur l'interdépendance économique nécessaire entre toutes les nations et c'est incidemment qu'il exprima ses vifs regrets que deux Etats « permettent encore que leur territoire soit utilisé par des agents subversifs non officiels de l'ennemi », ajoutant que c'est sur les renseignements de ces agents que des navires brésiliens, cubains, mexicains, panaméens, et américains ont été coulés sans avertissement, alors qu'ils se rendaient d'une république à l'autre.

A ce blâme officiel se joint des critiques assez vives dans la presse américaine contre le président Castillo, dont la politique persévérante a déçu les espoirs conçus lors de la conférence de Rio...

Les légations et les ambassades, disposant des services du télégraphe, sont en effet à même de renseigner leurs gouvernements, par dépêches chiffrées, sur les mouvements de vaisseaux dans les ports des pays qui n'ont pas rompu avec eux. C'est pourquoi la conférence de Rio a recommandé la rupture des relations diplomatiques avec l'Axe. Les Etats-Unis ont accepté à Rio, que la rupture fît l'objet d'une recommandation et non d'une résolution, car ils entendaient ménager les susceptibilités de la République Argentine et, parce qu'à leurs yeux, il ne s'agissait que d'un retard ; un pays ayant recommandé la rupture ne s'abstiendrait pas, pensait-on à Washington, et l'opinion argentine amènerait peu à peu M. Castillo à accepter cette rupture.

Ces pronostics ont été déjoués. Les partis radical et socialiste ont perdu la partie au Sénat de Buenos-Ayres et la politique étrangère étant un domaine réservé au Président, M. Castillo n'a pas tenu compte des desiderata de la Chambre. Par là-dessus, est mort le président Ortiz, et M. Castillo lui a succédé.

Ces déconvenues expliquent les critiques dont M. Castillo a été l'objet de la part de la presse américaine ; c'est ainsi que le *New-York Times* lui a reproché d'avoir, dans son discours du 6 juillet, « mis en doute la justice de la cause pour laquelle combattent les Etats-Unis ». L'auteur de l'article a été expulsé d'Argentine. Puis Washington a refusé à une compagnie de navigation argentine d'établir un service avec les Etats-Unis. Enfin,

contrairement au précédent de la Turquie, l'Argentine n'a pu obtenir le bénéfice de la loi prêt et bail pour la fourniture de certains armements.

Ces différends n'ont pas modifié l'attitude de l'Argentine ; celle-ci maintient les avantages que le pacte de Rio assure aux belligérants américains ; elle prend des mesures de police contre « les agents subversifs non officiels », mais elle n'accepte ni de renoncer à la neutralité, ni de rompre les relations diplomatiques.

Conclusion.

Ainsi se dessine une liaison Espagne-Portugal-Argentine, qui cherche à former un pont de neutres des deux côtés de l'Atlantique, pour maintenir hors des batailles leurs Etats. Quand en novembre 1942 le nouvel ambassadeur d'Argentine présenta ses lettres de créance au général Franco, il souligna que les deux Etats devaient « en plein accord s'inspirer de doctrines communes et de leurs idéaux pour instaurer un monde meilleur qui reposera sur le respect de la personne humaine, le culte de la famille, de la justice et de la patrie ». S'il y avait ajouté le mot : chrétien, il aurait parlé exactement comme l'aurait fait le président Salazar.

Ainsi à la fin de 1942, les trois Etats affirment leur neutralité, sans renier leurs affinités. Pourront-ils la maintenir ? Seront-ils emportés par les événements ? C'est ce que l'on verra au cours de l'année 1943. — *G. L. J.*

REVUE DES LIVRES

Jeunesse de l'Eglise, *directeur :* M. I. Montuclard — I (5, rue Pizay, Lyon, 40 fr.).

On a souvent signalé, depuis quelques années, le renouveau des études ecclésiastiques. Ce n'est là que l'aspect intellectuel d'un grand fait, lui-même aux faces multiples : le fait de la recherche de l'Eglise. Ce premier « cahier » d'une collection nouvelle en est l'une des manifestations les plus originales. Nous y lisons deux études historiques du plus haut intérêt, l'une, de M. l'abbé G. Jouassard, doyen de la Faculté de théologie de Lyon sur « la conscience de l'unité » et « l'Eglise dans les premières liturgies », l'autre de M. l'abbé H. Chirat, professeur à la même Faculté, sur « les réunions chrétiennes primitives ». M. Gabriel Marcel essaie, avec sa pénétration coutumière, de préciser les « éléments spécifiques de la communauté ». Le R. P. Montuclard cherche à définir un « humanisme de la pauvreté ». Le R. P. Grail expose l'attitude de saint Paul « devant le pouvoir et l'esclavage ». Diverses initiatives d'ordre liturgique et communautaire sont examinées en des notes suggestives. Mais l'essentiel réside dans le long mémoire de soixante pages qui ouvre le recueil. Pages d'une inspiration très haute, qui ne ressemblent en rien à quelque manifeste improvisé et tapageur.

Ces « regards sur la situation chrétienne d'aujourd'hui » commencent par une critique de l'individualisme religieux des derniers siècles ; sujet rabattu, semble-t-il ; mais il constitue encore un indispensable point de départ. Le diagnostic est impitoyable : « Dans le climat de l'individualisme ambiant, la vie perdait contact avec la religion, et la religion, contact avec la vie. C'était pour l'une la sclérose ; et pour l'autre le glissement vers un naturalisme païen. L'Eglise perdait de son crédit, de son influence, et en des couches de plus en plus étendues de la société. Les hommes surtout, et parfois les *plus* hommes par la vitalité, l'objectivité et la fermeté du jugement, le désintéressement du caractère, s'écartaient d'elle, rebutés par le vieillissement des groupes et des cérémonies catholiques et par cette atmosphère étouffante, amollissante, fausse, que l'individualisme religieux avait répandue autour de lui. » Vient ensuite la description du renouveau : catholicisme social, scoutisme, action catholique spécialisée, avec la « loi d'incarnation » qui a présidé à leurs efforts. Cependant, l'on n'est encore qu'à mi-chemin. Le climat de l'époque, l'état des institutions et des milieux catholiques n'ont pas permis jusqu'ici de retrouver l'Eglise en plénitude. Un ordre social chrétien a peut-être été trop directement cherché. Sans vouloir critiquer ce qui fut fait, les auteurs du mémoire

proposent des « perspectives complémentaires », « afin que ne retombe pas, avant que toute la tâche soit accomplie, l'élan créateur ». Il faut, disent-ils, assurer la présence du christianisme au monde ; il faut réaliser un « style d'homme chrétien » ; mais il faut surtout retrouver « la conscience de l'Eglise ». Entre ces tâches, l'ordre d'urgence est en faveur de la troisième : d'abord peut-être en raison des nécessités qu'imposeront les circonstances ; mais avant tout, parce que là est l'essentiel. Dans les années qui viennent de s'écouler, « l'espoir de l'avènement du royaume de Dieu » tendait quelquefois à « s'identifier à celui de la réalisation des réformes sociales préconisées. L'idéal chrétien n'était pas changé ; mais l'idéal social chrétien finissait par se *temporaliser* ». Or il est certain que « l'humanité ne peut réaliser sa destinée commune qu'en se regroupant, à côté et en dehors de l'organisation temporelle, en une société nouvelle, qui est l'Eglise ». C'est donc la « vie interne de l'Eglise » qu'il faut intensifier ; elle fera déjà, par elle-même, la preuve de l'efficacité sociale du christianisme, tandis que bien souvent « l'obstacle à la foi chez l'incroyant, tient moins aux défaillances individuelles des chrétiens qu'à la carence de leur vie commune, c'est-à-dire de leur vie d'Eglise ». Peut-être même y aurait-il danger à ne parler au chrétien que de « présence au monde » et d' « incarnation » ; et s'il fallait des exemples pour guider aujourd'hui son attitude, peut-être est-ce plus « dans les premiers siècles chrétiens que dans la chrétienté médiévale, qu'il conviendrait de les prendre. Il se peut que le moyen âge, plus que n'importe quelle autre période de l'histoire, se soit approchée de l'idéal des rapports sociologiques entre le spirituel et le temporel ; mais à l'heure présente, une référence trop directe à cet idéal risquerait de laisser le chrétien inadapté en face d'un monde où le grand nombre n'accepte plus les normes de la foi, ni même celles de la philosophie chrétienne, et dont les structures prennent ailleurs leur assise ».

Il ne saurait s'agir ici de discuter ces réflexions, dont l'exposé sommaire qui précède est bien loin de donner une idée complète, non plus que les indications pratiques qui leur font suite. Issues les unes et les autres d'une première « expérience communautaire », elles s'imposent, croyons-nous, à la lecture et à la lente méditation de tous ceux, prêtres et laïcs, qui portent le souci des destinées chrétiennes en notre âge troublé ; de tous ceux qui désirent échapper par le meilleur d'eux-mêmes à l'engrenage quotidien des mille gestes extérieurs pour s'assurer de la droite orientation de leur activité spirituelle. Sans doute, alors, des dialogues s'engageront-ils, qui pourront être féconds.

Henri de LUBAC.

Antoine LESTRA. — **Le Père Querbes et les Clercs de Saint-Viateur,** Action catholique et retour à la primitive église — Editions Robert, Fontaine-sur-Saône (Rhône), Vitte, éditeur, 1942. 206 pages.

Le Père Querbes, prêtre lyonnais qui, sous la restauration, se fit maître d'école pour répondre aux besoins de son temps et qui fonda la Congrégation des Clercs de Saint-Viateur pour associer intimement les éducateurs, clercs et laïcs, à l'apostolat paroissial fait encore aujourd'hui figure de précurseur.

A travers la biographie du P. Querbes, M. Lestra retrace l'histoire de la Primatiale des Gaules, privée, depuis la chute de l'Empire, de son archevêque, le Cardinal Fesh. Il montre avec quel tact Rome puis les Bourbons surent respecter la personne du Cardinal tout en enlevant au Bonaparte l'administration de son archevêché. Grâce à la fidélité au Saint-Siège d'hommes tels que le Père Querbes, les œuvres lyonnaises n'eurent pas à souffrir de ces vicissitudes politiques.

Dans l'état d'ignorance religieuse et de déchristianisation qui fut celui de la France après la Révolution, le Père Querbes comprit qu'il fallait élargir le rôle de la paroisse et mettre à son service de nouveaux collaborateurs. S'appuyant sur les traditions de l'Eglise primitive, il voulut rendre aux laïcs un rôle actif dans l'apostolat hiérarchique en revalorisant les ordres mineurs. De là sa Congrégation de Clercs « viateurs » du clergé, qui devaient fournir aux paroisses des auxiliaires, clercs et laïcs, pour toutes les œuvres d'éducation populaire : catéchismes, écoles, patronages.

On peut regretter que les circonstances n'aient pas permis au Père Querbes de pousser jusqu'au bout la réalisation de son vaste programme. Le P. Querbes prévoyait, outre la collaboration de ses « clercs », celle d' « associés laïcs », pères et mères de famille. Il eût ainsi réalisé, dans le cadre paroissial, cette participation organisée des laïcs à l'apostolat hiérarchique qui devait devenir, sous le Pontificat de Pie XI, la définition de l'Action catholique.

Pierre FAURE.

Marie-Thérèse GUIGNET. — **Une expérience mystique : Marie-Antoinette De Geuser** — Un volume in-12 de 296 pages, chez Desclée.

Marie-Antoinette De Geuser est la même *Consummata* (nom choisi par elle-même), dont le R. P. Plus a donné déjà la biographie si édifiante. Ici elle est avant tout le sujet d'une étude psychologique où son cas individuel de mystique, avec son tempérament, son éducation dans le milieu familial et social, sa conception personnelle et sa conduite de la vie intérieure, etc., contribuent à élucider cette question générale : Le mysticisme rompt-il l'équilibre mental au détriment des facultés supérieures, ou au contraire exalte-t-il ces facultés et, de ce fait, accroît-il la personnalité ?...

Aucun embarras à y répondre comme l'auteur, dès là-même qu'on s'est mis à lire la fine analyse, mi-philosophique, mi-ascétique de cette âme « d'une claire mystique de chez nous », où tant de délicatesse,

de sensibilité, de pudique réserve sont en harmonieux accord avec une volonté virile, une pratique fervente de l'oubli et du don de soi. Le recours constants à ses notes, écrits et lettres, ainsi qu'à de nombreux témoignages, enlève à cette étude tout aspect de thèse d'école, en soutient l'intérêt, l'auteur ayant réservé du reste pour la centaine de pages d'une seconde partie : *Mystique et Nature*, un fond de considérations plus austères et plus érudites, tout aussi importantes, mais moins attirantes pour la piété du commun.

Louis BARDE.

Chanoine P. GLORIEUX. — **Jeanne d'Arc, fille de Dieu** — Un volume de 254 pages, éditions Laboureur, Paris. Prix : 24 francs.

Voici longtemps qu'il n'y a plus rien de nouveau à trouver dans l'épopée johannine. C'est l'art de la raconter en toute vérité et simplicité, en laissant parler les faits et surtout la sainte elle-même, qui fera désormais le mérite de pareils travaux. Il faut dire que M. le Chanoine Glorieux a su, par une scrupuleuse exactitude et le charme de son récit, mettre à la portée de tous les lecteurs les enseignements et les réconforts que recèle la brève et longue aventure de la « Fille de Dieu » *Consummata in breve explevit tempore multa...* jusqu'aux heures que nous vivons.

Maurice RIGAUX.

Marie-Paule SALONNE. — **Sur les pas du silence** — Bloud et Gay, Paris, 1942. 173 pages. Prix : 20 fr.

L'auteur nous entraîne insensiblement et allègrement du simple silence inconnu du monde moderne où la musique « cette rédemption de tous les bruits » est elle-même profanée, jusqu'aux sublimités des silences mystiques. Dans l'intervalle, une oreille douée de la sensibilité franciscaine discerne toute une gamme de silences psychologiques et de silences sataniques.

Livre d'une lecture facile où viendront se retremper, dans le commerce des saints, les âmes intérieures accaparées malgré elles par les activités bruyantes et trépidantes.

Maxime MONTCEL.

Henri POURRAT. — **Sully** — Flammarion, Paris, 1942. 330 pages. Prix : 45 fr.

Voici Pourrat historien, n'est-ce pas une gageure ? Mais n'a-t-il pas déjà fait œuvre d'historien dans *l'Homme à la bêche* ? Il est vrai qu'il faisait là de l'histoire impersonnelle ; il nous racontait le paysan, le paysan de tous les temps et de tous les pays, qui est un peu pour Henri Pourrat le paysan auvergnat ; c'est dire qu'il ne change pas de

sujet maintenant qu'il nous campe de pied en cap un personnage historique, un homme qui a laissé une trace dans l'histoire. L'épreuve aurait pu lui être funeste ; il a eu l'adresse de choisir un personnage exactement à sa mesure et que tous ses travaux antérieurs le préparaient à comprendre et à admirer. Sully en effet (Rosny comme il s'appela jusqu'à la fin de sa vie) n'est connu que parce qu'il fut le grand ministre d'Henri IV, mais il fut d'abord un homme d'aventures, et l'écrivain qui a célébré avec tant de pittoresque et d'émotion les farces et gentillesses de *Gaspard des Montagnes*, trouve dans la vie de Rosny mainte prouesse héroï-comique qu'il a de la joie à nous raconter. Et cet aventurier, ce d'Artagnan arrivé au plus haut poste du Royaume, devint le restaurateur du Pays, non pas seulement parce qu'il administra avec économie les Finances, mais surtout parce qu'il fit confiance au paysan, qu'il aima la campagne et qu'il fut popularisé par cette parole légendaire : « Paturages et labourages sont les mamelles de la France, ses vraies mines d'or du Pérou. » Comment Henri Pourrat ne se serait-il pas intéressé à un tel homme et faut-il s'étonner qu'il en ait fait le héros d'un de ses livres ? Il l'étudie en poète et en psychologue. Il s'attarde avec complaisance sur les traits pittoresques de sa vie, sur les anecdotes savoureuses, et nous fait connaître ses pensées, ses ambitions, ses passions. Le caractère de Sully ne fut pas sans taches. Violent et parfois vindicatif, vain de ses titres et qualités, il fut aussi ambitieux et même pas toujours désintéressé. Mais contrairement à tant d'autres, il ne se livra à aucune malversation et attendit de la libéralité de son roi les avantages qu'il convoitait. En regard de ses taches, que de belles qualités ! Imaginatif, fertile en idées et en projets et cependant plein de bon sens, il fut passionnément attaché aux intérêts de l'Etat qu'il défendit contre les agités, les corrompus, les profiteurs, aussi nombreux en ces temps-là qu'aujourd'hui. Huguenot entêté, il comprit néanmoins qu'un roi huguenot n'aurait jamais chance de refaire l'unité du royaume. Dans l'intérêt de l'Etat, loin de détourner Henri IV de son projet de conversion, il l'y encouragea plutôt. L'Etat, il en fit peut-être la découverte et se voua à son service avec la même ardeur que plus tard un Richelieu ou un Colbert. Surtout il eut pour le roi son maître un dévouement sans défaillance. Henri IV et Sully furent liés par une amitié fidèle que Pourrat célèbre à l'égal des amitiés que les poètes ont rendues légendaires. Cette amitié fut pour la France où tout était à refaire une chance, car les deux hommes se complétaient et leurs qualités, en s'équilibrant, se renforçaient.

Cette histoire semble sans conclusion. L'écrivain ne nous dit rien des dernières années de Sully ni de sa mort. Est-ce une lacune ? Non, car il s'agit ici moins d'une biographie que de l'étude d'un monument de notre histoire. Henri IV mort, à quoi bon nous parler de Sully ? L'un sans l'autre n'existaient pas pour la France.

Jean ROCHE.

Marius GROUT. — **Musique d'Avent** — roman, Gallimard, Paris, 1942. Prix : 28 fr.

Représentez-vous deux êtres bizarres, un vieux garçon, ancien professeur et une vieille fille à son service, l'un et l'autre illuminés, dont les sublimes, s'ils ne s'amalgament pas, s'activent du moins et se renforcent par de secrètes influences. Chacun d'eux tient un journal où il consigne ses prétendues observations et ses folles rêveries. Le bonhomme s'est mis en tête qu'il va convertir son village ; à cet effet il écrit de fausses lettres que l'on croira tombées du ciel, et puis, tout à coup, il se met à faire des miracles. Elle, de son côté, vire et volte en des imaginations visionnaires, à la manière des papillons de nuit tournoyant autour d'une lampe. Où et quand ont lieu ces merveilles, qui le dira ? M. Marius Grout ne s'est pas donné la peine de poser un décor précis ni de nous fixer des dates. Peut-être son livre intéressera-t-il les curieux de psychiâtrie et les amateurs de mystique malsaine. Il ne semble pas que le commun des lecteurs y puisse trouver quoi que ce soit de profitable.

Louis de MONDADON.

DELLY. — **L'héritage de Cendrillon** — roman. Flammarion, Paris, 1942. Prix : 25 fr.

Les fées sont mortes, mais Delly n'a pas besoin d'elles pour animer le pays bleu. Orpheline dépouillée par d'avares cousins, la Cendrillon qu'elle nous présente rencontre sans leur secours son Prince Charmant, en la personne d'un beau peintre et, rentrée grâce à lui en possession de son héritage, devient, mieux qu'une princesse aux riches atours, la plus aimante comme la plus aimée des épouses. Il suffira d'entamer ce conte de fées où il ne manque rien que les fées pour être aussitôt ravi et en goûter, à mesure que l'on poursuivra, la fine psychologie, l'art délicieux, l'ingéniosité sans défaillance.

Louis de MONDADON.

M. RUGGERI. — **La revanche de l'enfant** — Roman. Ed. Jean Vigneau, 22, rue de Madagascar, Marseille, 1942. 128 pages. Prix : 18 fr.

Bref récit qui nous montre une fille de divorcés prenant sa « revanche » par la fondation d'un foyer stable et à base de générosité. On n'y trouvera pas la puissance d'un Balzac, mais un certain charme ; bien que nous soyons sans inquiétude sur le sort futur d'Odile, les péripéties de sa jeunesse nous touchent. Enfin la visée morale de l'auteur n'est pas gâtée par un genre sermonneur. Lecture saine et facile, surtout pour la jeunesse.

Emile DELAYE.

LES ÉVÉNEMENTS

10 *décembre.* — Le Maréchal Pétain reçoit le Maréchal Von Rundstedt, commandant en chef des régions de l'ouest et examine avec lui « les problèmes ayant trait à la démobilisation de l'armée française ».

Violents bombardements de Turin par la R. A. F.

11 *décembre.* — Au cours d'un conseil des ministres, MM. Bichelonne et Lagardelle proposent de faire participer aux opérations de la relève les ouvriers célibataires ou mariés sans enfant de la zone non occupée afin d'éviter que les charges de ces opérations ne retombent exclusivement sur la zone occupée en atteignant les ouvriers âgés ou chargés de famille.

13 *décembre.* — On publie de Vichy la réponse du Maréchal Pétain, datée du 5 décembre, à la lettre de M. Hitler : « ...En refusant de quitter le sol de la métropole et en demandant l'armistice, j'ai voulu épargner au peuple français de plus grands malheurs, estimant qu'une entente dans l'honneur entre nos deux peuples n'était pas impossible. Une telle politique qui répond à la fois à l'intérêt de la France et à celui des peuples européens ne saurait cependant porter ses fruits que sous l'autorité d'un gouvernement jouissant de toute sa liberté d'action que vous avez bien voulu vous-même garantir dans votre message au peuple français du 11 novembre 1942... »

Mort du R. P. Ledochovski, général de l'Ordre des Jésuites, après une longue maladie.

16 *décembre.* — Par décret, le gouverneur général Boisson et le général Barrau, commandant en chef des armées de l'A. O. F. sont déchus de la nationalité française.

La radio britannique annonce que l'Abyssinie a officiellement déclaré la guerre aux puissances de l'Axe.

17 *décembre.* — Le Journal Officiel publie une loi fixant le statut de la Corporation paysanne, statut basé sur une volonté de justice sociale. Le Conseil National Corporatif, composé des représentants de tous les éléments actifs de la paysannerie, proposera 5 membres au scrutin uninominal et secret. Parmi eux sera choisi et nommé par décret le syndic national qui, sous l'autorité du ministre de l'Agriculture, dirigera la Corporation.

18 *décembre.* — Le Journal Officiel publie une loi du 18 novembre 1942 permettant de retirer aux chefs de famille qui en font un mauvais

usage les allocations familiales, et de les verser, dans ce cas, à un « tuteur aux allocations familiales ».

19 *décembre.* — En présence du Comte Ciano et de M. Von Ribbentrop d'une part, de MM. Bichelonne, secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, et Rochat, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, d'autre part, le Chancelier Hitler s'est entretenu avec M. Pierre Laval des « problèmes actuels de la France ».

22 *décembre.* — Une loi organisant plus complètement la protection sanitaire de la famille, avant et pendant le mariage, paraît à l'Officiel. Un « carnet national de santé » suivra désormais obligatoirement le Français pendant toute sa vie. Des mesures d'ordre hygiénique et médical seront prises vis-à-vis de l'enfant dès avant sa naissance, puis au cours de son adolescence, et permettront la tenue à jour de ce carnet. Le contrôle sera assumé soit par les Assistantes Sociales, soit par les consultations de nourrissons, sous la direction des médecins inspecteurs de la Santé.

24 *décembre.* — A Alger, l'amiral Darlan est assassiné peu après 15 heures par un jeune Français.

25 *décembre.* — S. S. Pie XII adresse au monde un message radiodiffusé à l'occasion de Noël : qui veut voir l'étoile de la paix se lever doit concourir à rendre à la personne humaine la dignité qui lui a été conférée par Dieu à l'origine, rejeter le matérialisme sous toutes ses formes et rendre au travail sa place capitale et ennoblissante.

Le Maréchal de France adresse aux Français par la radio des paroles d'entr'aide et d'espérance.

Le gérant : Louis Laboureur. IMP. LABOUREUR ET CIE, ISSOUDUN (INDRE)